

**Récession, désinvestissement  
mais l'honneur est sauf :**

**Les dettes  
sont payées !**



## **A LA UNE**

Tunisie - Décroissance économique  
A qui la faute ?  
Au gouvernement ou  
aux investisseurs ?

## **SECTEURS**

Lait  
Pourquoi la production  
tunisienne est en chute  
libre ?

## **ENTREPRISES**

Tunisie  
Incitations pour la  
création d'entreprises  
privées

## **LIVRE**

«Un esclave entre  
deux empires» de  
l'historien M'hamed  
Oualdi

Avis de vente



# Appel d'offres vente de treize (13) lots de terrain

sis aux deux lotissements  
la Perle du Lac I et la Perle du Lac II



La date limite de réception des offres  
au siège d'Al Buhaira-Invest, est fixée au

**MERCREDI 24 AVRIL  
À 19H**

**WMC Editions Numériques**

Société éditrice : IMG sa

#### **ADRESSE :**

Rue Lac Victoria-Rés.Flamingo

les Berges du Lac - Tunis

Tél. : (+216) 71 962 775

(+216) 71 962 617

(+216) 21 18 18 18

(+216) 20 313 314

(+216) 55 313 314

Fax : (+216) 71 962 429

Email : img@planet.tn

www.webmanagercenter.com

#### **DIRECTEUR DE LA PUBLICATION**

Hechmi AMMAR

#### **RÉDACTEURS EN CHEF**

Amel BelHadj Ali

Talal Bahoury

#### **RÉDACTION**

Moncef Mahroug

Ali Driss

Khmaies krimi

Hajer Krimi

Amani ibrahimi

Sarra Boudali

Aroua Ben Zaied

#### **PHOTOS**

Anis MILI

#### **DESIGN INFOGRAPHIE**

Hynd GAFSI

Hela AMMAR

#### **DIRECTION COMMERCIALE**

Meryem BEN NASR

#### **ADMINISTRATION**

Raja Bsaies

Walid Zanouni

#### **FINANCE**

Mohamed El Ayed

**Prix :** 3 Dinars

**Abonnement annuel :** 120 Dinars

(inclus 2 mois gratuits)

#### **CopyRight**

Internet Management Groupe - IMG

# WEBMANAGERCENTER *Le mag*

Hebdomadaire n°183 du 07 Mars 2024



Récession, désinvestissement mais l'honneur est sauf : **les dettes sont payées !**

Catastrophistes les experts, les vrais économistes tunisiens ? Il faut reconnaître que 0,4% de croissance sur l'année 2023 avec un recul de croissance sur les deux derniers trimestres s'appelle une récession même si en haut lieu...



Tunisie - Décroissance économique :

**A qui la faute ? Au gouvernement ou aux investisseurs ?**

“La mauvaise performance de la Tunisie en termes de croissance représente une véritable préoccupation aussi bien, et à juste titre, pour les dirigeants du pays que pour la communauté internationale.



Lait : **Pourquoi la production tunisienne est en chute libre ?**

Le cheptel a régressé de 30%, au cours des cinq dernières années, en Tunisie, à 350 mille vaches productives environ, contre 600 mille, au cours de la dernière décennie, en raison de la sécheresse, a fait savoir la présidente de l'Association « Dairy Club Tunisia », Hajer Chabbah.



Bourse de Tunis :

**Reprise encourageante du Tunindex après un début d'année difficile**

L'indice Tunindex a clôturé, le mois de février 2024, à 8.630,23 points enregistrant un gain de 2,54% après un repli de 3,82% durant le mois de janvier 2024, selon l'analyse mensuelle publiée par la Bourse de Tunis.



**BOURSE**



**AFRIQUE**



**ACTUALITÉS**



**IDÉES & DÉBATS**



**SPORT**



Sauvegarde du patrimoine :

**L'amphithéâtre romain d'El Jem se refait une beauté**

La dernière phase du projet de restauration, de sauvegarde et d'entretien de l'amphithéâtre romain El Jem, historiquement connu sous le nom de Théâtre de Tisidros, est prévue pour septembre 2024, lit-on dans une publication de l'INP...



**Un boulot, c'est tout ?**

«Au métier qu'il connaît, que chacun se consacre» disait Cicéron. A force de chercher un métier, on devient un professionnel de la recherche et on oublie ce qu'on cherche.

# Tunisiens

## Résidents à l'Étranger





*Récession, désinvestissement mais l'honneur est sauf*

## Les dettes sont payées !

**Catastrophistes les experts, les vrais économistes tunisiens ? Il faut reconnaître que 0,4% de croissance sur l'année 2023 avec un recul de croissance sur les deux derniers trimestres s'appelle une récession même si en haut lieu, on considère le fait d'honorer ses dettes à l'international comme un exploit digne des Nobels mondiaux de l'Économie ! Mais comment faire entendre**


**raison à un État qui avance à l'aveugle en mettant en place des doctrines économiques adossées à des idées datant d'un autre siècle, réchauffées et qui ont prouvé leur inefficience !**

L'économie communiste et en prime les kolkhozes ont été à l'origine du sous-développement économique de l'Union soviétique, laquelle depuis que devenue URSS, a remis en

question ses politiques et s'est intégrée dans une économie plus libérale, plus encourageante pour l'initiative privée et plus soucieuse d'encourager des champions nationaux dans l'industrie et le service.

La Tunisie, elle, se complait dans l'autosatisfaction injustifiée ! "Les signaux émis cette semaine par la conjoncture témoignent des effets collatéraux de la démagogie et de la mésintelligence de la nature de

la crise tunisienne. L'espoir d'une démocratisation de la Tunisie a bel et bien vécu. L'ill-libéralisme qui règne à tous les étages conduit le gouvernement à servir du réchauffé et l'économie vers la catastrophe. En témoignent, le crédit bancaire, cœur battant de l'économie est quasiment à l'arrêt et la persistance d'un sous-investissement agricole qui perdure bien avant la survenue de la sécheresse. La Tunisie continue de sacrifier l'investissement pour vivre au-dessus de ses moyens comme l'illustre la baisse depuis plus d'un an du prix de l'essence et la baisse des crédits budgétaires allouées aux « missions » éducation et santé. En vérité, le populisme qui sert de ligne d'horizon à la politique économique du pays est en train de desservir le « peuple » pour lequel la Tunisie est en train de se saigner et de sacrifier son avenir" annonçait Hechmi Alaya dans le dernier numéro d'Ecoweek.

 **«Le populisme qui sert de ligne d'horizon à la politique économique du pays est en train de desservir le « peuple » pour lequel la Tunisie est en train de se saigner et de sacrifier son avenir.» - Hechmi Alaya, Ecoweek**

En fait, comment justifier le recul de croissance préoccupant de la

Tunisie ? Par une saison agricole catastrophique à cause de la sécheresse ? Non répondent certains experts, cette saison a été sauvée par une récolte oléicole exceptionnelle avec des exportations en augmentation de 1,3 milliard de dinars ce qui a relativement compensé la baisse de la récolte céréalière.

### **Aucune chance de relance économique avec un climat d'affaires délétère caractérisé par le désinvestissement !**

La question que nous devrions nous poser devrait plutôt être : l'investissement a-t-il repris pour renouer avec la croissance ? L'investissement est en baisse continue depuis 2020 et à ce jour, nous n'avons pas encore atteint le taux de récupération de 100% par rapport à l'année 2019 avant (COVID).

*Il baisse dans les trois secteurs: dans l'industrie, les services et l'agriculture.*

L'investissement est le plus grand mal d'une Tunisie où le climat d'affaires est de plus en plus en souffrance ! L'étude réalisée par l'Institut Tunisien de la Compétitivité et des Études Quantitatives (ITCEQ), sur l'indice de perception du Climat des Affaires (IPCA) au mois d'octobre 2023, montre que la Tunisie a perdu 15 points par rapport à son positionnement en

2015. Le score de la Tunisie ne cesse de baisser d'une année à l'autre. Aujourd'hui elle est à 45 points, alors qu'en 2015, elle était à 60 points !

Du coup, nous ne pouvons imputer la décroissance à la sécheresse uniquement mais plus aux politiques entreprises pour encourager l'investissement et lesquelles à ce jour n'ont pas montré leur efficacité.

Les 0,4% de croissance ou plutôt de décroissance a donné lieu à plus de chômage. Un taux de chômage de 16,4% selon l'INS : "Au quatrième trimestre de l'année 2023, le nombre de chômeurs est estimé à 667,5 mille, contre 638,1 mille au troisième trimestre de la même année. Avec cette hausse du nombre des chômeurs, le taux de chômage augmente pour s'établir à 16,4 % (contre 15,8 % au troisième trimestre de l'année et 15,2 au quatrième trimestre de 2022). Le taux de chômage des hommes a augmenté, passant de 13,4% au troisième trimestre à 13,8 %, tandis que pour les femmes, le taux de chômage a atteint 22,2 % au cours du quatrième trimestre de l'année 2023, comparé à 21,7 % au troisième trimestre de la même année".

*Du coup, aucune chance de relance économique avec un climat d'affaires*



délétère caractérisé par le désinvestissement !

Les 0,4% ont aussi donné lieu à une augmentation du déficit budgétaire parce que les 7,7% fixés dans la loi des Finances ont été calculés sur la base d'un PIB de 159 milliards de dinars. La croissance ayant reculé de 0,9% à 0,4%, l'État tunisien ne va pas pouvoir atteindre l'objectif des 159 milliards de dinars. Le recul du PIB engendrera un déficit budgétaire plus exacerbé.

**«L'investissement est le plus grand mal d'une Tunisie où le climat d'affaires est de plus en plus en souffrance!» - Etude de l'ITCEQ**

Les réalisations budgétaires à fin novembre n'ont pas non plus été réalisées selon les objectifs prévus dans le cadre de la loi des finances complémentaires. Au niveau des rémunérations, ce fût conforme aux prévisions selon lesquelles, on devait être à 91,6%, les chiffres disponibles à ce jour évalue les réalisations à 86% ce qui est tolérable.

Pour les recettes fiscales et non fiscales, le gap ne doit pas non plus être important puisque le mois de décembre comporte deux échéances importantes, celle de la déclaration fiscale et

celle de l'acompte provisionnel. Le problème se situe plus au niveau des transferts et des subventions.

Concernant les emprunts on est déjà à 65% à fin novembre, c'est-à-dire que si on va être à 100% on doit engager de nouveaux emprunts, rien que pour ce mois de décembre soit 9 milliards de dinars pour boucler le budget 2023 selon les estimations. En attendant la publication des chiffres du mois de décembre.

Pour résumer, le pays souffre d'une croissance anémique, dont la conséquence est la récession comme le stipulent les experts. Il souffre aussi de gap important entre prévisions et réalisations dans le budget 2023, mais, l'État ne s'en soucie pas, du moment qu'il honore ses engagements internationaux. En ce mois de février 2024, 850 millions d'euros ont été remboursés alors pourquoi se préoccuper de recul du financement de l'économie et de l'état de léthargie des banques, pourquoi s'inquiéter de la baisse de l'investissement dans l'agriculture, ou de la désindustrialisation ?

Récession, désinvestissement, peu importe ! L'honneur est sauf, la souveraineté est intacte : les dettes sont payées !

*Amel BelHadj Ali*

## Pluies salvatrices

Le niveau des barrages en Tunisie s'est considérablement amélioré grâce aux récentes précipitations. En effet, le taux de remplissage global a atteint 35,6% à la date du 1er mars 2024, contre 22% seulement il y a un mois.

Ce regain d'eau est une excellente nouvelle pour le pays, qui a connu une sécheresse persistante ces dernières années. Les réserves actuelles s'élèvent à 882,8 millions de mètres cubes (m<sup>3</sup>), se rapprochant de la moyenne des trois dernières années (993,8 millions de m<sup>3</sup>).

Le barrage Sidi Salem, le plus important du pays, affiche un taux de remplissage de 39%. Viennent ensuite les barrages de Sidi El Barraq (47%) et de Bouhertma (60%).

Ces chiffres encourageants permettent d'envisager l'avenir avec plus de sérénité, même si la situation reste fragile. Il est important de continuer à rationaliser l'utilisation de l'eau et de préserver cette ressource précieuse.



## *Tunisie - Décroissance économique*

# A qui la faute ? Au gouvernement ou aux investisseurs ?

**“La mauvaise performance de la Tunisie en termes de croissance représente une véritable préoccupation aussi bien, et à juste titre, pour les dirigeants du pays que pour la communauté internationale. La Tunisie est aujourd’hui, non seulement, la victime de l’absence de vision et de stratégies économiques qui se sont étendues sur plus de 10 ans mais du**

**ralentissement de l’économie mondiale qui a enregistré un fléchissement important de la croissance pour la troisième année consécutive”, assure Khalil Labidi, consultant en développement des projets, expert en fiscalité et ancien président de la TIA.**

On prévoyait 1,8% de croissance pour l’année 2023, pour ensuite espérer un 0,9% mais dégringoler

à 0,4%, il fallait le vivre pour le croire !

Une récession qui n’a pas suscité un grand émoi auprès des médias, qui n’a pas inquiété l’opinion publique ou les milices électroniques très actives pourtant dès qu’il s’agit de campagnes de délation ou de dénigrement touchant les compétences ou les riches (sic) ! Un conseil ministériel présidé



par Ahmed Hachani, chef du Gouvernement, a été toutefois tenu vendredi 23 février, et où Feryel Ouerghi Sebai, ministre de l'Économie et du Développement a présenté un projet de loi portant amendement et révision du décret gouvernemental n°2017-389 du 9 mars 2017, relatif aux incitations financières au profit des investissements réalisés dans le cadre de la loi de l'investissement et l'appui à apporter au PME/PMI, bien sûr les société communautaires, aujourd'hui de toutes les sauces, profiteront de toutes les incitations et de tous les encouragements du gouvernement.

«**La mauvaise performance de la Tunisie en termes de croissance est une véritable préoccupation.**» - Khalil Labidi, expert en économie

Ceci suffira-t-il à créer de la croissance sachant qu'il ne faut pas compter sur l'Europe, elle-même en difficultés pour tirer la croissance vers le haut. La Banque Mondiale prévoit 2,4% de croissance mondiale en 2024. Les économies des pays développés réaliseront seulement 1,2% de croissance dont l'Europe, principal partenaire de la Tunisie. La Banque mondiale qui avait prévu pour la Tunisie une croissance de 1,2% en 2023

prévoit une croissance de 3% pour l'année 2024. Il faut espérer que le chiffre annoncé ne sera pas divisé par 3 comme le fût celui de 2023.

«**Il ne faut pas compter sur l'Europe pour tirer la croissance vers le haut.**» - Banque Mondiale

Dans l'attente, quoi de plus évident que de se poser la question suivante ? : Qu'en est-il des mesures prises par le gouvernement tunisien en 2022 ? Mesures que l'ITCEQ a rappelé dans son rapport sur le climat d'affaire publié en octobre 2023. "L'amélioration du climat des affaires fait partie intégrante de l'axe 1 du programme national des réformes baptisé « libéralisation de l'initiative privée et consécration des règles de la concurrence loyale ».

Nombre de programmes et d'actions ont été adoptés par le gouvernement depuis 2022 dont 43 mesures d'urgence économique, 23 mesures d'amélioration du climat des affaires, liste de 25 autorisations à supprimer pour l'exercice des activités économiques, mise en place de la plateforme digitale "accès au marché", feuilles de route sectorielles de l'investissement dont 39 mesures pour la promotion des IDE dans



**AUDIENCE WMC PORTAL**  
(2019 - source Google Analytics)

+ de **7 Millions**  
Visiteurs Uniques

+ de **12 Millions**  
Visites

+ de **23 Millions**  
Pages Vues


**L'Offre de ciblage intégrée la plus puissante du web tunisien**

CSP+, Cadres, Dirigeants...  
associé à un ciblage large public  
(depuis 2000)

5 secteurs stratégiques, soit en tout 185 mesures à prendre entre 2023 et 2025”.

### **Qu'en est-il au niveau de leur application ? Y-a-t-il eu évaluation si réalisés ?**

*Nous n'en savons rien !!!*

 **«Pour avoir de la croissance, il faut créer de la richesse. Pour avoir de la richesse, il faut investir.» - Khalil Labidi**

### **Pas de solutions miracle pour créer de la croissance !**

Pour avoir de la croissance, il faut créer de la richesse. Pour avoir de la richesse, il faut investir quel que soit l'acteur, public ou privé. Pour investir, il faut un bon climat d'affaires et un État de droit ! La qualité des institutions d'une société est d'importance capitale à un développement réussi et à la croissance économique. C'est une lapalissade !

Dans toute économie, les entreprises réagissent et interagissent à leurs environnements de façon à apporter de la valeur en transformant les intrants en productions qu'elles vendent créant ainsi de la valeur.

Pour investir et être compétitives les entreprises ont besoin

d'une logistique de qualité, d'infrastructures physiques de haut niveau, d'un système judiciaire équitable, d'un système financier performant, de fiscalité et taxation correctes, d'institutions intègres, d'une stabilité macroéconomique et politique et d'une paix sociale basée sur l'entente entre les partenaires sociaux et l'État.

### **Où est la Tunisie de tout cela ?**


Les intentions d'investissement sont aujourd'hui très faibles même si pour revenir aux conditions encourageantes pour les investisseurs, nous pouvons citer la paix sociale, le retour relatif de l'autorité de l'État en attendant d'atteindre les niveaux espérés s'agissant de l'État de droit seul garant de la sécurité légale pour l'investisseur ou l'opérateur privé. Pourquoi cette absence de croissance dans un pays qui doit au moins réaliser 4% de croissance pour commencer à créer de l'emploi ?

### **A qui la faute ? Au gouvernement ou aux investisseurs ?**

Pour créer de la croissance, il ne s'agit nullement de réinventer la roue. Le premier moteur de la croissance est l'investissement et pour le booster, il faut travailler sur la législation, travailler sur la simplification des procédures et la modernisation de l'administration

et aussi travailler sur l'image de la Tunisie en tant que lieu sûr pour l'investissement pour les locaux dont certains sont en train de partir mais aussi pour les étrangers.

Une image ternie par des politiques économiques peu performantes, un manque de visibilité, une diplomatie économique qui n'a pas été agissante pendant des années et qui essaye de rattraper le temps perdu mais sans disposer de moyens suffisants pour être plus présente et percutante.

 **“Les réformes au ralenti nuisent aux intérêts économiques du pays.” - Expert en économie**

Il faut être proactif et chercher de nouveaux partenariats et de nouveaux investisseurs qui ne sont pas forcément européens. Ils peuvent venir d'Asie ou du Moyen-Orient, estime M. Labidi, mais pour les attirer il faudrait diversifier l'Économie et mettre en avant de nouveaux secteurs, comme les secteurs agroalimentaires, l'agriculture biologique, les énergies renouvelables, la formation, la santé, les produits miniers comme le phosphate et ses dérivés qui n'arrive pas à atteindre son niveau de 2010. Mais il y a aussi les Startups qui suffoquent à cause de la lourdeur



## Ports maritimes

Le trafic commercial dans les différents ports maritimes tunisiens a augmenté de 2%, passant de 28,7 millions de tonnes, au cours de l'année 2022, à 29,4 millions de tonnes en 2023, d'après un communiqué rendu public, mercredi par le ministère du Transport.

Cet accroissement s'explique par la hausse du trafic de liquides en vrac de 17%, à 10,5 millions de tonnes en 2023, et ce, suite à l'augmentation de trafic de carburants de 19%.

En contrepartie, le trafic de marchandises générales a régressé de 11% à environ 8 millions de tonnes.

Pour ce qui est du trafic de Vrac solides, il est resté stable au niveau de 10,8 millions de tonnes.

Le département du Transport a fait état, en outre, d'une baisse du trafic de marchandises unifiées dans les ports commerciaux de 9% à 5,9 millions de tonnes en 2023.

En ce qui concerne le nombre de conteneurs, il a légèrement diminué, passant de 447 mille conteneurs de 20 pieds (chargés de 4,1 millions de tonnes de marchandises), en 2022, à 446 mille conteneurs de 20 pieds (chargés de 3,9 millions de tonnes de marchandises) en 2023.

administrative et d'une législation de change contraignante d'où l'importance des réformes.

### Les réformes au ralenti nuisent aux intérêts économiques du pays

La Tunisie a besoin de réformes pour créer de la croissance et juguler les phénomènes de désinvestissement au moins dans deux secteurs importants : l'agriculture et l'industrie.

Les revers de l'agriculture ont commencé avec le collectivisme aux années soixante qui a eu pour conséquence le recul des terres consacrées aux grandes cultures et qui fait qu'aujourd'hui nos récoltes céréalières sont insignifiantes et de loin moins importantes que celles d'il y a 60 ans. Il faut redonner à l'agriculture ses lettres de noblesse et la repositionner en tant que principal moteur de croissance et de création de richesses.

**«Il n'y a pas de souveraineté absolue s'agissant de l'économie.»**  
- Khalil Labidi

L'industrie aussi a subi de sérieux déboires depuis 2011 à cause des troubles sociaux et de la concurrence féroce livrée aux industriels tunisiens par les Turcs, les Chinois et également les firmes européennes appuyés

par de grands lobbys politiques en Tunisie. Ceci en l'absence de politiques de réindustrialisation ou de mesures efficaces pour protéger les industriels locaux.

De nouveaux produits financiers doivent aujourd'hui être mis sur le marché pour encourager l'investissement mais aussi, il ne faut pas sous prétexte de souverainisme couper les ponts avec les bailleurs de fonds. "Il n'y a pas de souveraineté absolue s'agissant de l'économie, en revanche, il y a des négociations. Ne fermons pas les portes, mais négocions. Négocions pour disposer des moyens nécessaires pour nos investissements stratégiques et facilitons les choses aux investisseurs nationaux et internationaux".

Dans les cours d'économie, on apprend que l'investissement privé est une condition préalable indispensable à la croissance économique parce qu'en tant que dynamo de la machine économique il permet aux entrepreneurs de réunir les ressources nécessaires pour produire des biens et des services et par conséquent créer de la croissance.

*Qu'est ce qui bloque l'État tunisien ?*

*Amel BelHadj Ali*



HORS-SÉRIE



# L'Entreprise Digitale



*Économie durable*

## La Tunisie à l'heure de la finance circulaire

**Présent en France et à l'International à travers 34 implantations, dont 25 en France et 9 à l'International, le groupe français Laplace, spécialisé dans la finance circulaire, composante majeure de l'économie circulaire ou durable, a choisi**

**de promouvoir cette nouvelle activité en Afrique à partir de la Tunisie. Il a décidé de créer, à cette fin, une filiale régionale: « La place Afrique en Tunisie ». Objectif : faire de la Tunisie « le point de départ de redéploiement de ses activités sur toute l'Afrique ».**

Un rappel succinct : la finance circulaire vise à consacrer davantage d'argent aux activités durables et à dissuader son utilisation, uniquement dans la consommation. Elle désigne toute forme de service financier destiné à promouvoir les critères environnementaux, sociaux et

de gouvernance (ESG) dans les décisions d'investissement en vue d'un profit durable pour les clients et la société.

Le choix de la Tunisie a été dicté par plusieurs atouts d'après le Directeur du bureau « La place Afrique en Tunisie », Laurent Caizergues.

Parmi ces atouts figurent le positionnement géographique de la Tunisie au milieu de la méditerranée et au carrefour de trois continents, des conventions bilatérales de non-double imposition en faveur de la Tunisie dont celle conclue avec la France et surtout une fiscalité incitative de moins de 15%. Ce dernier avantage constituerait une forte incitation à l'investissement durable.

### **Ce que peut faire la finance circulaire pour les tunisiens et franco-tunisiens**

Pour le cas de la Tunisie, la mission de la filiale du Groupe La place, consistera « à donner la possibilité aux Tunisiens et aux Franco-tunisiens installés en Tunisie d'envoyer des avoirs en Europe sous certaines conditions en collaboration avec la Banque Centrale de Tunisie (BCT). La seule condition qu'on leur demande est l'obligation de faire revenir les fruits de ces placements à moyen et court termes. L'objectif est de créer de

la valeur ajoutée et de la richesse pour les personnes elles-mêmes, leurs héritiers et la Tunisie dans le cadre de l'économie circulaire».

Selon la même source, la clientèle ciblée est, à priori, aisée. « Il s'agit de personnes physiques et morales qui ont un niveau de vie très élevé. On n'est pas au niveau de la classe moyenne. Avec la finance circulaire, on parle d'industriels, on parle de grandes familles... L'enjeu réside dans leur information et sensibilisation. A partir de là, on peut créer un cercle vertueux », a déclaré Caizergues dans le cadre d'un entretien avec le Magazine « l'Economiste Maghrébin ».

Le directeur du bureau de « La place Afrique en Tunisie » a ajouté cette précision : « la finance circulaire est actuellement encore un sujet de niche. Le sujet est encore trop peu connu aujourd'hui, il faut donc commencer par lui donner plus de présence et de pertinence. C'est ce à quoi le Groupe français Laplace dont relève le bureau Laplace Afrique s'emploie et contribue ».

### **La finance circulaire n'est pas encore connue en Tunisie**

Dans cette perspective, le bureau de Tunisie va organiser prochainement en partenariat avec la Banque centrale de Tunisie (BCT) et une banque de

la place, une table ronde sur la finance circulaire et les avantages qu'elle présente.

Cette manifestation sera axée sur la thématique de l'échange automatique des informations par rapport au contrôle de change.« Elle ciblera, d'après Laurent Caizergues, les personnes qui travaillent particulièrement à l'export, toutes les personnes qui ont des revenus élevés et qui veulent investir dans des activités locales ainsi que toutes les personnes qui travaillent avec une patente à l'international... ».

Pour assurer l'échange automatique des informations, la même source estime que la Tunisie devrait « adopter des lois qui doivent le permettre. Puis, il y a tous les éléments qui doivent permettre la collecte des informations et de faire l'échange».

Sur ce plan, les choses avancent bien, d'après lui. « La Tunisie est sur une bonne trajectoire. Elle est en train de mettre en place une réforme de change. Certes, ce n'est pas encore tout à fait opérationnel. Ce qui est sûr, l'instauration automatique des échanges d'informations prendra du temps », a-t-il dit.

Dont acte.

*Abou SARRA*



## *Tunisie*

# Crise multidimensionnelle, où sont les solutions ?

**Tout leadership qui occupe le pouvoir à un instant T veut marquer son passage et laisser une empreinte dans l'histoire de son pays ! En Tunisie, les seules empreintes laissées par une multitude de gouvernements depuis 2011, sont celles de la dégradation de tous les indicateurs économiques, éducationnels et politiques.**

La Tunisie a perdu son leadership diplomatique dans la région, ses avancées économiques, et ses compétences hautement qualifiées. Compétences qui ont quitté le navire qui coule lentement mais sûrement préférant des cieux plus cléments et plus reconnaissants. Les dernières années que beaucoup de Tunisiens espéraient celles de la délivrance du joug de l'islam politiques et des mafias politiques

déçoivent de plus en plus et pas forcément pour les mêmes raisons !

La loi de l'omerta, de la passivité et de l'obéissance aveugle est de plus en plus adoptée par les institutions publiques. Les décideurs obéissent au doigt et à l'œil sans discuter le pour et le contre et sans relever les incongruités de certaines décisions ou certaines mesures.

S'agissant de l'économie, c'est aujourd'hui un massacre à la tronçonneuse que le pays subit. L'Etat populiste à souhait prend des décisions économiques sans queue ni tête, sans études et sans évaluation. Les experts ont été démystifiés et ce sont les faux experts, les soumis, les lâches, les illuminés et les ignares qui envahissent les réseaux sociaux et les médias qui tracent la voie, approuvent ou rarement désapprouvent des décisions prises en haut lieux !

Le temps des compétences est révolu en Tunisie alors que même sous le règne de celui qu'on dit dictateur : le défunt Ben Ali, on pouvait sauver la donne, grâce, justement, à de grandes compétences économiques.

## «L'avenir de la Tunisie est en danger si nous ne changeons pas de cap.» - Observateur politique

Aujourd'hui, toutes les thèses défendues pour assurer la relance économique, créer de la richesse, améliorer la qualité de vie de la population et réaliser son bien-être sont démenties par une réalité où le mal-être, la peur de demain et l'incertitude sont devenus les fidèles compagnons des Tunisiens de la classe moyenne qui s'appauvrissent de

plus en plus.

La réalité est plus qu'amère et elle prouve que les mesures prises ne sont pas possibles.

Pour preuve la loi de la réconciliation pénale, laquelle, même révisée, est rejetée par les concernés. La commission de la réconciliation pénale, a déclaré l'ancien juge administratif Ahmed Soueb sur le magazine « Jeune Afrique », : « La Commission nationale perd de ses prérogatives, elle a été expurgée de tout pouvoir décisionnel. Sa mission est de documenter, traiter, préparer les dossiers, mener les négociations avec les personnes concernées et transmettre le dossier au Conseil national de sécurité [CNS] avec des propositions pécuniaires. La commission n'a plus pouvoir de signature et de suivi des accords de la conciliation pénale, celui-ci sera assuré par le contentieux de l'État. En fait la commission agit comme un juge d'instruction ou un conseil de discipline dans la fonction publique ».

Dans le sillage des hommes d'affaires concernés par la réconciliation pénale, on parle du rejet de plus de 90% de cette loi parce que « Trop violente, trop injuste, trop déraisonnable ». Si on veut se faire obéir, il faut que les conditions de négociations soient acceptables. Du coup, beaucoup rechigneraient à intégrer le

processus de réconciliation pénale et préféreraient la prison. Résultat de la course, l'Etat perd, l'économie aussi et ceci même si on confisquait tous les biens, in fine, rappelons que les entreprises appartenant à des groupes florissants confisqués par l'Etat en 2011 ont fini dans la casse !!!

## **Des terres communautaires pour des sociétés communautaires ?**

Une autre mesure censée booster l'économie, celle de la société communautaire laquelle selon l'article 2 du décret du 20 mars 2022, est une personne morale« créée »par un groupe d'habitants de la région qui vise une répartition équitable des richesses par l'exercice collectif d'une activité économique dans la zone où elle a été implantée.

Les associés – cinquante au moins, détiennent chacun une seule part. Le modèle ne se limite pas à l'agriculture, mais couvre l'industrie et les services. Aucune évaluation n'a été faite quant à l'efficacité de ce modèle depuis sa création.

Alors que les mésententes sont légion entre 2 ou 3 associés dans une entreprise classique, quelle garantie y'a-t-il pour qu'il n'y ait pas de mésentente entre 50 associés ? Comment savoir si le business plan a été bien étudié,



si la stratégie de développement a été définie dans le business plan et si la viabilité financière est assurée.

Les sociétés communautaires jouissent de toutes les aides de l'Etat, elles ont un Secrétaire d'Etat à leur service et en prime des recommandations directes émanant de la plus haute autorité de l'Etat s'adressant à la ministre de l'Economie et de la Planification, Universitaire, et lui assurant que des milliers de Tunisiens veulent constituer cette catégorie de société avec le soutien de toutes les institutions de l'Etat et en prime la BTS !!!

Avoir pour parrain un Président de la République, lequel, pour rappel, est constitutionnaliste de formation, donnerait-il aux sociétés communautaires un rang supérieur aux TPE, PME, PMI dans la hiérarchie des préoccupations et des responsabilités des décideurs économiques du pays ? Des facilités telles le droit de jouissance des terres communautaires, ce qui pourrait susciter de graves litiges entre concitoyens ?

**«Il est temps de sortir de la crise et de construire une Tunisie nouvelle.» - Jeune entrepreneur**

*No comment !*

La cerise sur le gâteau est bien le prêt direct imposé à la BCT et la mise au pas de l'institution responsable de la souveraineté de la monnaie et des équilibres monétaires de la Tunisie !

**«Le grand malheur est qu'on ne voit pas de véritables penseurs, stratèges et bâtisseurs capables de faire sortir le pays de cette crise. Sont-ils invisibles au pouvoir ou ont-ils peur du pouvoir?»**

Moktar Laamari, éminent économiste tunisien installé au Canada a publié un article intitulé « Tunisie, ces parlementaires qui trahissent le dinar » où il précise : « Une mesure qui met en branle la planche à billet, qui augmente la masse monétaire immédiatement, sans qu'il y ait une raison économique à une telle mesure. Pis encore, les gains de productivité sont quasiment négatifs dans la plupart des secteurs économiques. On ne peut pas augmenter la masse monétaire, sans faire des réformes, sans augmenter la productivité et sans couper dans les dépenses ostentatoires des élites de l'Etat. Les parlementaires ont fait une lèse-majesté contre le dinar. Ils ne comprennent pas les enjeux, ou on ne leur a

pas expliqué l'ampleur de leur méfait... »

**«Le salut de la Tunisie viendra de ses citoyens, pas de ses politiciens.» - Universitaire**

Aujourd'hui, la Tunisie vit ce que l'historien René Huyghe décrit comme des symptômes économiques d'un vaste bouleversement, d'une remise en cause d'une conception du monde, qui touche l'ensemble des pays du monde : « crise économique d'abord, mais aussi crise des mœurs, crise de la pensée, en bref crise de civilisation ».

La Tunisie est une victime des extrêmes, le népotisme du régime Ben Ali conduit par sa femme et sa famille, les passe-droits dont ont, pendant longtemps, joui certains opérateurs du secteur privé croyant que tout est permis, le clientélisme, la partisanerie et les allégeances des islamistes et de leurs complices dans le pouvoir qui ont réduit l'Etat à néant !

*Le grand malheur est qu'on ne voit pas de véritables penseurs, stratèges et bâtisseurs capables de faire sortir le pays de cette crise. Sont-ils invisibles au pouvoir ou ont-ils peur du pouvoir?*

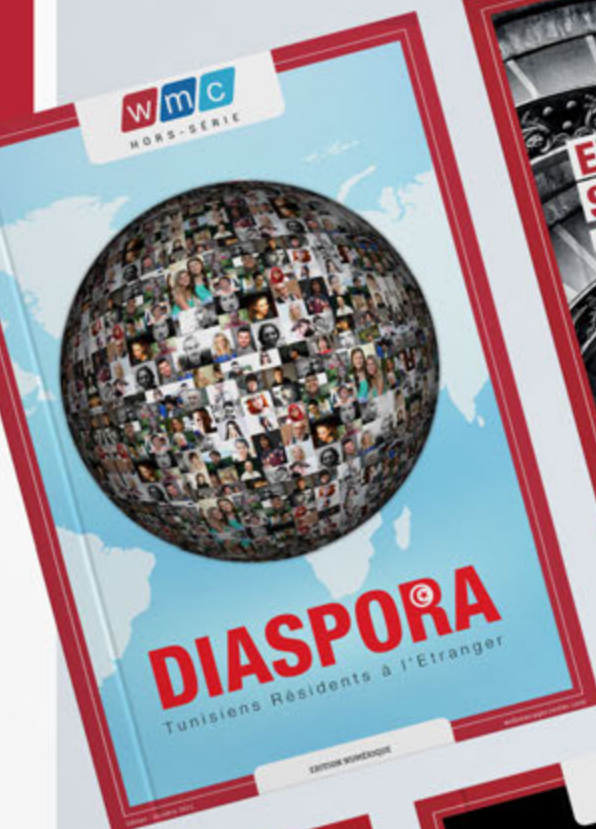
*Amel BelHadj ALI*



HORS-SÉRIE

## DES ÉDITIONS EXCEPTIONNELLES

Des thématiques sectorielles



**+ de 20.000**  
exemplaires  
par édition



### *Change*

## Le dinar classé la monnaie la plus forte d'Afrique

**Le tunisien serait atteint par le syndrome de Calimero qui désigne les éternels plaintifs qui passent leurs journées à voir tout en noir. Calimero étant ce petit poussin noir, qui s'exclamait à chaque mésaventure : « C'est trop injuste ! ». Ce personnage de**

**dessin animé créé dans les années 1960 par les italiens a donné le nom à un trouble singulier : le syndrome de Calimero. Il désigne les personnes qui voient toujours le verre à moitié vide et le monde à travers un prisme négatif.**

Ce personnage nous est revenu à l'esprit en raison de la similitude de son comportement d'éternel plaintif avec celui du tunisien. Ce dernier est mécontent de tout. Il a, notamment, tendance à se plaindre au quotidien de la cherté de la vie et à faire assumer à la forte dépréciation

du dinar par rapport aux fortes monnaies d'investissement et d'endettement (Dollar et euro) la responsabilité de sa paupérisation et de sa baisse de pouvoir d'achat.

### **Le dinar tunisien surclasse le dinar libyen**

Et pourtant, à regarder de près son positionnement par rapport au reste des citoyens du monde, et particulièrement, de son environnement régional, le tunisien se porte beaucoup mieux, en dépit de la dépréciation du dinar. Certes ce n'est pas la grande prospérité, mais il a tendance à faire mieux, et partant, à vivre mieux que les autres. Un récent classement en témoigne de manière éloquent.

Il concerne celui du convertisseur de devises «Google Finance Forbes Currency Converter».

Ce classement, qui fait le bilan des principales monnaies africaines qui affichent des taux de change relativement élevés par rapport à la devise de référence, le dollar américain, a classé le dinar tunisien au premier rang des plus fortes monnaies africaines. La monnaie tunisienne est suivie dans ce classement par le dinar libyen, le dirham marocain, le cédé ghanéen, la roupie seychelloise et le pula botswanais.

Il s'agit d'une performance lorsqu'on sait que la Tunisie, tout comme le reste des pays africains d'ailleurs, a été frappée de plein fouet par trois crises : des sécheresses persistantes sur une longue période de plus de 5ans, la pandémie du Corona virus Covid 19 et la guerre Russie-Ukraine. Ces crises ont causé une inflation menaçante, chose qui a poussé les banques centrales du monde à agir avec des conséquences sur les monnaies de nombreux pays africains, dont notamment celles des grandes puissances du continent.

Certaines monnaies africaines ont perdu plus de la moitié de leur valeur vis-à-vis du dollar.

De nombreux pays africains, comme le Nigeria, l'Egypte, le Ghana, se débattent, de nos jours, entre dévaluation et restructuration monétaire, avec comme conséquences de fortes dépréciations de leurs monnaies. Ainsi, certaines monnaies africaines ont perdu plus de la moitié de leur valeur vis-à-vis du dollar.

Sur le continent africain, certaines monnaies ont pu résister malgré tout, et ce, à cause des politiques de pilotage menées par les banques centrales, l'ancrage de ces monnaies à des devises fortes et le dynamisme de ces économies. C'est entre autres le cas de la Tunisie.

D'après le rapport de Google Finance Forbes Currency Converter, le dinar tunisien est devenu « la monnaie la plus forte du continent en dépassant le dinar libyen. A la date du 12 février 2024, un dollar américain s'est échangé contre 3,13 dinars tunisien. La force de la monnaie tunisienne réside dans la politique monétaire fondée sur l'interdiction d'importer ou d'exporter des dinars ou de les convertir en une autre devise. Là, le dinar tunisien a pu afficher sa robustesse face au dollar ».

### **La recette de la performance tunisienne**

Toujours d'après la même source, depuis l'an 2000, la Tunisie a adopté un flottement dirigé. Une étape intermédiaire qui devrait déboucher sur l'objectif de convertibilité totale du dinar et une parfaite mobilité du capital. Aussi, la politique monétaire de la Banque centrale de Tunisie s'est caractérisée par un régime de change encadré, dont l'objectif intermédiaire est un ajustement du taux de change du dinar par rapport à un panier de devises dominé par l'euro. Cette situation fait que le dinar reste robuste vis-à-vis du dollar, en dépit de la situation économique difficile que traverse l'économie tunisienne.



### *Lait*

# Pourquoi la production tunisienne est en chute libre ?

**Le cheptel a régressé de 30%, au cours des cinq dernières années, en Tunisie, à 350 mille vaches productives environ, contre 600 mille, au cours de la dernière décennie, en raison de la sécheresse, a fait savoir la présidente de l'Association « Dairy Club Tunisia » (active dans la filière laitière), Hajer Chabbah.**

Intervenant lors d'un séminaire scientifique sur le thème «Lait de demain : un investissement

opportun ?! » organisé, samedi, à l'Institut national agronomique de Tunisie (INAT), Chabbah a ajouté qu'environ 1400 litres de lait sont collectés/jour et 640 millions/an, dont 86% sont transformés pour produire 553 millions de litres de lait demi-écrémé, soit 100 litres de lait et dérivés pour chaque citoyen/an. Et de souligner que le secteur fait face un déficit saisonnier répétitif durant la période de basse lactation de 9%.

«L'élevage bovin est un pilier important de l'agriculture et de l'économie rurale.» - FAO

Cette situation s'est aggravée suite à l'accumulation de plusieurs facteurs qui ont impacté le système productif et la chaîne de valeurs, d'où la pénurie en ce produit, a-t-elle expliqué.

La présidente de l'Association a mis en garde dans ce cadre,



contre la détérioration du secteur de l'élevage bovin et la poursuite de la pénurie de lait, soulignant que tous les acteurs ont adopté une stratégie visant à faire face aux défis et à renforcer la filière laitière. Elle a cité entre autres l'incitation à l'investissement, la mise en place d'une nouvelle politique dans ce domaine.

### «La sécurité alimentaire passe par la préservation de la filière laitière.» - Ministère de l'Agriculture

Chabbah a insisté sur l'importance de traiter les problématiques relatives aux différents aspects de la chaîne de production (élevage bovin, alimentation fourragère et industrielle, législation, etc.) et d'éviter le recours aux fourrages importés vu leur coût élevé.

Elle a, dans ce contexte, relevé la nécessité de fournir les fourrages verts et secs en quantités suffisantes, avec une qualité supérieure et des tarifs abordables, précisant que leur coût représente jusqu'à 80% du coût de la production. Elle a, d'autre part, jugé indispensable de permettre aux techniciens d'exploiter les terres domaniales abandonnées afin de cultiver des plantes fourragères et d'autoriser les agriculteurs d'utiliser les eaux usées traitées afin de développer

cette production.

La présidente de l'association a suggéré aussi de réviser à la hausse le prix minimum garanti au niveau de la production afin d'encourager l'investissement dans cette filière, de préserver la richesse animale et de développer le secteur de l'élevage bovin qui compte 112 mille éleveurs. Elle a aussi appelé à respecter les normes de qualité nationales relatives à la production du lait.

L'ingénieur, spécialiste de l'élevage bovin, Tijani Mohamed a indiqué que la plupart des éleveurs ne bénéficient pas de l'encadrement technique et financier nécessaire qui leur permettent de faire face aux enjeux actuels, dont la flambée des prix des fourrages. "C'est une raison, entre autres, de l'abandon de cette activité stratégique de l'élevage", estime-t-il.

### «L'innovation et la technologie peuvent contribuer à la relance de la filière laitière.» - Experts

En Tunisie, un plan de développement quinquennal a été mis en place pour promouvoir le secteur de l'élevage bovin sur la base de données économiques et techniques concernant l'ensemble des éleveurs. Ces données sont relatives à la superficie des terres, le nombre

## Pétrole

Les cours du pétrole ont chuté vendredi, les investisseurs semblant préférer le marché actions après l'envolée de Wall Street.

Le baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en avril, a perdu 2,45% à 81,62 dollars.

Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate (WTI), pour livraison le même mois, a plongé de 2,69% à 76,49 dollars.

de vaches, les méthodes de traite des vaches, a fait savoir le représentant de la société Erriada de collecte de lait à Menzel Temime, Mohamed Boudharoua.

L'objectif essentiel étant, selon le responsable, de préserver le cheptel et de ne pas s'en débarasser par la vente. Il s'agit d'adopter une politique d'achat des génisses au cas où l'agriculteur souhaite abandonner son troupeau lorsqu'il n'a pas de quantités de fourrage suffisantes pour le préserver. Ce troupeau est ensuite vendu à un autre agriculteur qui dispose de ressources fourragères permettant de l'élever.



*SONEDE*

## Augmentation des tarifs de l'eau potable en Tunisie à partir du 1er mars 2024

**De nouveaux tarifs de l'eau potable ont été fixés en vertu d'un arrêté du ministre de l'Agriculture, des Ressources Hydrauliques et de la Pêche Maritime, publié, dans le JORT n°:033 du 1 er mars 2024.**

En vertu de cet arrêté, les prix de l'eau potable sont fixés, hors taxe sur la valeur ajoutée, en deux catégories:

*Des tarifs progressifs et des tarifs uniformes.*

### **Tarifs progressifs**

Il s'agit des tarifs applicables aux consommations relatives à tous types d'abonnements hormis les abonnements touristiques et des groupements de développement dans le secteur de l'agriculture et de la pêche. *Celui-ci comprend les prix suivants:*

- Le tarif de deux cent millimes **(0,200d) par m3**. Il s'applique à la totalité de la consommation trimestrielle de l'abonné lorsque celle-ci est inférieure ou égale à **20 m3**.
- Le tarif de **(0,740d) par m3**. Il s'applique à la totalité de la consommation trimestrielle de l'abonné lorsque celle-ci est supérieure à **20 m3 et**



## Tunisie- Arabie Saoudite

Les échanges commerciaux entre la Tunisie et l'Arabie Saoudite ont enregistré un total de 258 millions de dollars au cours des onze premiers mois de l'année 2023.

Les exportations non pétrolières de l'Arabie Saoudite vers la Tunisie ont totalisé 513,42 millions de riyals saoudiens au troisième trimestre de 2023, principalement dominées par les produits chimiques, les polymères, les matériaux d'emballage et de construction.

En retour, les importations non pétrolières de la Tunisie en provenance d'Arabie Saoudite se sont élevées à 206,59 millions de riyals saoudiens, dominés par les produits alimentaires, les textiles, les machines lourdes et l'électronique.

En 2022, la Tunisie se classait au 54e rang pour les exportations saoudiennes et au 77e rang pour les importations en provenance de Tunisie. (source: CONNECT)

ABS

**inférieure ou égale à 40 m3.**

- Le tarif de **(1,040d) par m3.** Il s'applique à la totalité de la consommation trimestrielle de l'abonné lorsque celle-ci est supérieure à **40 m3 et inférieure ou égale à 70 m3.**
- Le tarif de **(1,490d) par m3.** Il s'applique à la totalité de la consommation trimestrielle de l'abonné lorsque celle-ci est supérieure à **70 m3 et inférieure ou égale à 100 m3.**
- Le tarif de **(1,770d) par m3.** Il s'applique à la totalité de la consommation trimestrielle de l'abonné lorsque celle-ci est supérieure à **100 m3 et inférieure ou égale à 150 m3.**
- Le tarif de **(2,310d) par m3.** Il s'applique à la totalité de la consommation trimestrielle de l'abonné lorsque celle-ci est **supérieure à 150 m3.**

Pour les abonnements à usage domestique desservant les immeubles collectifs à étages ayant trois appartements ou plus, il sera tenu compte du nombre d'appartements à usage d'habitation pour la détermination de la consommation moyenne du trimestre considéré par appartement aux fins

d'application du tarif progressif suscité.

Lorsque la consommation d'eau donne lieu à une facturation mensuelle, il sera pris en considération le tiers des tranches fixées aux fins d'application des tarifs progressifs ci-dessus.

### Tarifs uniformes

Pour le tarif de l'eau à usage domestique non branché, il est fixé à deux cent millimes **(0,200d) le m3.** Il est applicable aux abonnements souscrits par les **collectivités locales** et qui desservent les groupements de développement dans le secteur de l'agriculture et de la pêche.

En ce qui concerne le tarif de **l'eau pour l'usage touristique,** il est de deux milles trois cent dix millimes **(2,310d) le m3.** Ce tarif est applicable à l'eau livrée aux établissements de tourisme tels que définis par la réglementation en vigueur relative au classement des établissements de tourisme fournissant des prestations d'hébergement.

### L'eau pour l'usage touristique: 2,310 d le m3

L'article 2 de l'arrêté ministériel prévoit que les tarifs prévus s'appliquent sur les factures éditées à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté.



# Kia EV6. 100% électrique.



Movement that inspires

CITY CARS S.A/ CONCESSIONNAIRE Kia / 31, Rue des Usines ZI la Goulette-Kram/Tél : (216) 36 406 200.

Rejoignez nous sur nos pages :





## *Tunisie*

# Le nombre de croisiéristes triple en 2023

En 2023, le nombre de croisiéristes a plus que triplé par rapport à l'année précédente, pour atteindre 179 mille contre 55 mille touristes, selon les données publiées jeudi par le ministère du Transport.

Cette hausse importante résulte de la reprise des croisières des grandes compagnies internationales spécialisées dans ce domaine au port de la Goulette, explique le ministère dans une note consacrée à l'activité du trafic maritime et des ports en 2023.

S'agissant du nombre total de passagers dans les ports tunisiens, il a connu une hausse de 1% par rapport à 2022, s'élevant ainsi à 788 mille passagers.

Le trafic des voitures a augmenté de 3%, soit 314 mille véhicules, au cours de l'année 2023, contre 305 mille voitures en 2022.

En ce qui concerne l'activité des dessertes de la Compagnie Tunisienne de la Navigation (CTN), leur nombre a enregistré une hausse de 2,5% par rapport à 2022, pour s'établir à 322 dessertes.

Par ailleurs, le nombre de passagers est passé de 274 mille en 2022 à 277 mille passagers en 2023, soit une hausse de 1%. Pour ce qui est du trafic de la Société Nouvelle de Transport Kerkennah (SONOTRAK), le nombre de dessertes assurées par cette société ont connu une baisse de 2% par rapport à 2022, s'élevant ainsi à 3986 dessertes. D'autre part, le trafic des passagers entre Sfax et Kerkenah a observé une hausse de 8% par rapport à 2022 pour s'établir à 1,329 million de passagers.

## *16e salon de l'éco-construction et de l'innovation*

# Focus sur la transition écologique dans le BTP



Le 16e salon de l'éco-construction et de l'innovation a démarré, mercredi, à Tunis, sur le thème «Transition écologique : Opportunités pour le BTP, Opportunités pour la Tunisie». Il se poursuivra jusqu'à jeudi 29 février 2024, avec la participation de près de 35 exposants et des professionnels parmi des architectes, des ingénieurs, des constructeurs, des promoteurs immobiliers, des artisans et des industriels.

Organisé par la société Invest Consulting N.A, au siège de l'Union Tunisienne de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat (UTICA), le salon offre "des solutions innovantes et concrètes d'éco-construction, et d'éco-gestion du bâtiment et de l'habitat" et permet aux visiteurs de s'informer sur les différentes

orientations du bâtiment durable, notamment avec le recours aux nouveaux produits écologiques locaux.

Dans une déclaration à l'agence TAP, à cette occasion, Sondes Béji Karim, directrice d'unité de réalisation à la direction générale des bâtiments civils (DGBC) au ministère de l'Équipement a affirmé que certains textes de loi relatifs à la réglementation thermique dans les bureaux, les habitations et les bâtiments relevant des ministères de la Santé et du Tourisme, ont été révisés.

Selon elle, des amendements ont été apportés aux niveaux des lois relatives à la maîtrise de l'énergie et à l'utilisation des matériaux écologiques.

De son côté, le directeur du transfert et de l'innovation technologique au Centre International des Technologies de l'Environnement (CITET), Fadhel Mhiri a fait savoir que le centre a mis en place un réseau d'experts en construction écologique, ajoutant qu'il a également, développé un projet, en partenariat avec l'Italie, visant à fabriquer des matériaux de construction à partir de déchets alimentaires et végétaux.

Pour sa part, Fakher Kharrat, directeur de l'École Nationale d'Architecture et d'Urbanisme de Tunis (ENAU) a déclaré que la participation à ce salon a pour objectif d'inciter les citoyens à opter pour des habitations écologiques, appelant à réviser la législation actuelle, afin de promouvoir l'approche écologique dans le secteur du bâtiment.

Il a déploré, dans ce contexte, le faible recours des Tunisiens aux matériaux de construction éco-responsables car ils appréhendent l'utilisation de nouveaux produits et leur cherté.



*Tunisie*

## Incitations pour la création d'entreprises privées

Le ministère de l'Emploi envisage de mettre en place de nouvelles procédures incitant à l'auto-emploi parmi les auto-entrepreneurs, en leur offrant un régime forfaitaire d'imposition sur les bénéfices d'une valeur allant de 100 à 200 dinars par an, et les exonérant du paiement des cotisations sociales et des impôts au cours de la première année de leur activité, a annoncé mercredi la directrice générale de la promotion de l'emploi au ministère, Fayza Kallel.

Lors d'une journée d'information organisée aujourd'hui, mercredi, par le Challenge Fund For Youth Employment (CFYE) sur l'apprentissage sur les modèles de l'auto-emploi au sein du CFYE, elle a indiqué que les mesures

programmées ont pour objectif de faciliter le lancement des projets et l'adoption d'un mécanisme de paiement à distance via une plateforme électronique au profit de ces entreprises.

Elle a expliqué que le ministère compte également encourager la création d'entreprises privées en accordant des incitations aux fondateurs de ces entreprises, qui, selon elle, répondent aux besoins sociaux et contribuent à réduire le taux de chômage à travers une redistribution équitable des richesses parmi les citoyens, ajoutant que le ministère de l'Emploi et de la Formation professionnelle a inclus de nouveaux mécanismes dans les programmes de formation permettant une formation

spécifique sur demande.

Concernant la formation professionnelle, elle a évoqué un certain nombre de nouveaux programmes de formation qui reposent principalement sur l'adaptation des parcours de formation aux exigences du marché de l'emploi d'une part et aux besoins des apprentis et stagiaires d'autre part, expliquant que le secteur de la formation professionnelle offre un fort potentiel d'emploi.

Elle a aussi précisé que le taux de chômage est plus élevé parmi les diplômés de l'enseignement universitaire, atteignant environ 20%, particulièrement dans les régions intérieures du pays.

LES FORFAITS INTERNET

# ONE CONNECT

POUR UNE GESTION FLEXIBLE ET  
MAITRISEE DE VOTRE FLOTTE MOBILE

Retrouvez les solutions Business de TT  
sur [businessstawa.tn](https://businessstawa.tn)



1288



## L'ESSENTIEL DE L'ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE

Magazine numérique  
hebdomadaire  
(tous les jeudis)

optimisé pour une lecture sur  
smartphone, tablette et desktop

Diffusion exclusive sur les kiosques numériques  
**TTPresse (+ de 20.000 abonnés)**  
**+ PressReader.com + ePresse.fr**



*Entrepreneuriat féminin*

**“Nous croyons en l’entrepreneuriat féminin et nous ne faisons pas de discrimination”**

*Assure Naima Ben Harb, Wifak Bank*



**Belle rencontre que celle faite en marge du Women Global Investment Summit (WGIS) organisé en Tunisie, vendredi 23 février 2024, par le Conseil**

**International des Femmes Entrepreneures (CIFE). Il s’agit de Naima Ben Harb, directrice de l’International à Wifak Bank.**



“Il me paraît tout à fait naturel de participer à une manifestation internationale organisée par une association nationale qui a fait de l’entrepreneuriat féminin son cheval de bataille. Appuyer toutes les initiatives visant à développer l’entrepreneuriat est une mission que nous comptons mener comme il se doit à Wifak Bank. Nous avons foi dans les capacités managériales des femmes et nous pensons que dans notre pays l’entrepreneuriat féminin est promis à un bel avenir. D’où l’importance de faciliter l’accès des femmes aux financements” a déclaré Naima Ben Harb.

A Wifak Bank, 53% du personnel est composé par la gente féminine depuis le conseil d’administration jusqu’aux chefs d’agences et passant par les postes directoriaux.

Pour encourager les initiatives féminines et soutenir les projets portés par les femmes, pas besoin de mesures spécifiques estime Mme Ben Harb : “Stimuler l’entrepreneuriat féminin, ne passe pas spécialement par un traitement dédié. Ce qu’il faut est que nous, autres banquiers, croyons en la capacité des entrepreneures à réussir leurs projets et à les développer. Notre rôle à nous est certes de les financer mais aussi de les accompagner et les conseiller si besoin est”.

Sur un tout autre volet, le Wifak Bank a intégré dans sa politique RSE tout un programme pour lutter contre la discrimination des femmes en interne et en externe. “Nous voulons travailler sur les mentalités, œuvrer à les changer pour que l’égalité des chances et la parité ne soient pas que le fait des lois ou de mesures prises par les décideurs mais pour qu’elles soient le fait de convictions portées par tout le monde et une réalité au quotidien. Pour gagner l’adhésion aux idées, il faut argumenter et convaincre, c’est ce que nous essayons de faire. Sur le plan pratique, nous encourageons les nouveaux promoteurs hommes et femmes sans aucune distinction”.

Sur la place de Tunis, Wifak Bank est la deuxième banque où les femmes occupent autant de postes décisionnels. C’est aussi la première banque Islamique dans la région où les femmes occupent plus de la moitié des postes à tous les niveaux de la hiérarchie.

Eh oui, à Wifak Bank, l’exception tunisienne porte tout son sens quant à la place qu’occupent les femmes dans l’économie en général et plus particulièrement sur la place financière.

*Amel BelHadj Ali*

## TMM

Le Taux moyen du marché monétaire (TMM) s’est établi au niveau de 7,97%, en février 2024, en très légère baisse par rapport au mois précédent (7,98), d’après les indicateurs monétaires et financiers de la Banque Centrale de Tunisie (BCT).

Il convient de noter que le TMM a pris une tendance baissière depuis le mois d’avril 2023, passant de 8,01%, à 8%, au cours les mois de mai jusqu’en septembre et à 7,99, durant le dernier trimestre 2023, et ce, après avoir enregistré un pic de 8,05, au cours du mois de mars 2023.

La variation du TMM, en hausse ou en baisse, est fortement liée à la variation du taux directeur de la BCT, lequel a été maintenu inchangé, au niveau de 8%, au cours des derniers mois.

Le Conseil d’Administration de la BCT avait indiqué, lors de sa réunion du 2 février 2024, que le niveau actuel du taux directeur soutiendrait la décélération de l’inflation dans la période à venir.





## La BTE lance une ligne de crédits verts et une épargne «GREEN SAVE»

La Banque de Tunisie et des Emirats annonce le lancement de son nouveau produit financier vert, fruit d'une initiative novatrice issue de son engagement en matière de Responsabilité Sociale des Entreprises (RSE). A cet effet, un concours interne visant à encourager l'initiative et l'innovation a été instauré et le groupe gagnant a développé un ensemble de produits verts offrant des taux d'intérêt préférentiels et des avantages multiples, témoignant ainsi l'engagement de la [BTE](#) en faveur de la protection de l'environnement et de son soutien aux initiatives écologiques.

Une nouvelle ligne de crédits verts ayant un impact sur les actions écologiques et à favoriser une transition vers une économie plus responsable a été mise en place. Les bénéficiaires de ces crédits auront accès à des

solutions telles que :

- **Green Énergie** : Installation de panneaux photovoltaïques pour une énergie renouvelable et propre.
- **Isola Green** : Travaux d'isolation thermique pour une meilleure efficacité énergétique des habitations.
- **Aqua Green** : Collecte d'eau de pluie et installation de réservoirs pour une gestion responsable de l'eau.
- **Electro Green** : Achat d'électroménager à haute efficacité énergétique, réduisant la consommation d'énergie.
- **Green Car** : Financement de l'achat de véhicules hybrides ou électriques, contribuant à la réduction des émissions de

carbone.

En outre, nous sommes fiers d'annoncer le lancement d'une épargne verte baptisée « GREEN SAVE », permettant à tout citoyen soucieux de l'environnement de contribuer à des actions écologiques et environnementales. Cette épargne verte offre une opportunité unique de participer activement à la préservation de notre planète.

Chez la BTE, nous croyons fermement que le secteur financier a un rôle essentiel à jouer dans la transition vers une économie durable. Ce nouveau produit financier vert témoigne de notre engagement envers nos clients, notre communauté et notre environnement, tout en soutenant le financement d'une croissance économique responsable.



## QNB soutient les artisans hommes et femmes à travers la manifestation «Balade Solidaire» au «Palais de l'Artisan»

QNB, la plus grande institution financière au Moyen-Orient et en Afrique, a participé à l'exposition des artisans dans le cadre de son soutien au programme « Balade Solidaire » organisée par le « Palais de l'Artisan » sous la tutelle de l'Office National de l'Artisanat Tunisien (ONAT).

Le programme « Balade Solidaire », qui se déroule jusqu'au 03 Mars 2024, représente une plateforme idéale pour présenter les savoir-faire et les produits des artisans hommes et femmes, et mettre en valeur le patrimoine culturel et artisanal tunisien. L'exposition a été très bien accueillie par

les visiteurs et les participants, permettant d'échanger leurs expériences et acquérir de nouvelles connaissances dans le domaine de l'artisanat.

Cette participation s'inscrit dans le cadre de l'engagement de la banque envers la communauté et de son souci constant de préserver l'esprit d'innovation et de solidarité avec les industries de biens traditionnels produits par les femmes artisanes.

Cette action renforce davantage les orientations stratégiques du Groupe QNB, réaffirmant son engagement à incarner

le concept de responsabilité sociétale dans toutes ses filiales internationales et apportant son soutien continu pour renforcer la cohésion entre les différents membres de la société.

QNB Tunisia est présente dans 11 Gouvernorats à travers 29 agences, dont deux agences dédiées aux clients QNB First sur l'avenue Mohamed V à Tunis et Sousse, 3 centres d'affaires pour les entreprises à Tunis et Hammam-Sousse et 2 bureaux de change aux aéroports de Tunis Carthage et Djerba.

*Qatar WebSummit 2024*

## Nizar Ben Neji inaugure le stand tunisien dédié aux start-up



Le ministre des Technologies de la Communication, Nizar ben Neji a inauguré, à Doha, le stand de la Tunisie dédié aux start-up tunisiennes, au sommet du web "Qatar WebSummit 2024", qui se tient, du 26 au 29 février 2024.

Cet espace organisé et encadré par le département des Technologies de la Communication présente, durant quatre jours, les créations

et les solutions numériques développées par des promoteurs tunisiens, à cette manifestation, à laquelle prennent part, plus de 15 mille participants, 1043 jeunes entreprises et plus de 400 investisseurs de plus de 113 pays.

Deux stands tunisiens ont été aménagés à ce salon, le premier abrite les start-up, opérant dans les domaines du transport

intelligent, le e-learning, l'agriculture intelligente, l'e-santé (santé numérique), la robotique, l'intelligence artificielle alors que le deuxième stand est réservé aux partenaires ayant soutenu la participation tunisienne au "Qatar WebSummit 2024".

Nizar Ben Neji, cité dans un communiqué du ministère, est revenu sur les orientations de la Tunisie visant à soutenir l'innovation et la création et à encourager le leadership, soulignant l'intérêt qu'accorde le ministère à la participation des start-up aux grandes manifestations internationales.

"Ceci leur permet de réseauter et d'établir des partenariats commerciaux stratégiques et de vendre leurs services, produits et solutions numériques dans les quatre coins du monde et d'identifier des investisseurs pour développer leurs initiatives et partant conquérir de nouveaux marchés", a-t-il dit.



## Ooredoo investit 1,1 milliard de dollars pour réduire la fracture numérique dans les marchés en développement

**Ooredoo Group a réaffirmé son engagement envers les objectifs de l'Union Internationale des Télécommunications (UIT) et son intention d'utiliser la technologie et l'innovation pour le progrès social en s'engageant à améliorer la connectivité dans les marchés en développement où il est présent.**

Avec un investissement total de 1,1 milliard de dollars US alloué sur la période 2024-2026, Ooredoo vise à améliorer la couverture mobile, la qualité de service et à stimuler la transformation numérique en Algérie, en Tunisie, en Palestine, en Irak et aux Maldives. Cette initiative a le potentiel d'avoir un impact positif sur la vie de plus de 109 millions de personnes dans ces régions.

L'engagement, pris dans le cadre de la Coalition Numérique Partenaire2Connect de l'UIT, a été annoncé par la Secrétaire Générale de l'UIT, Doreen Bogdan-Martin, lors de la journée d'ouverture du Programme Ministériel de la GSMA au Mobile World Congress 2024.

Aziz Aluthman Fakhroo, MD et CEO du Groupe Ooredoo, a déclaré : "Avec 2,6 milliards de personnes toujours hors ligne, combler la fracture numérique est un impératif urgent. Nous sommes fiers de répondre à l'appel à contributions via la Coalition Numérique Partenaire2Connect de l'UIT, réaffirmant ainsi notre engagement à investir dans l'innovation et à garantir que personne ne soit laissé pour compte à l'ère numérique."

L'accent mis par les Nations

Unies sur la connectivité universelle, défini dans la Feuille de route pour la Coopération Numérique du Secrétaire Général, s'aligne étroitement avec la vision d'Ooredoo. Grâce aux efforts de collaboration facilités par Partenaire2Connect (P2C), Ooredoo vise à accélérer la connectivité et à promouvoir un accès équitable aux opportunités numériques pour tous.

"En tant que leader technologique, nous reconnaissons l'importance de la connectivité universelle pour créer un avenir numérique inclusif et sûr. Nous invitons les autres leaders de l'industrie à se joindre à cette mission vitale pour atteindre une connectivité significative. Ensemble, nous pouvons œuvrer à la construction d'un monde plus durable et plus prospère pour tous", a ajouté Aziz.

**AVIS**

**D'APPEL**

**D'OFFRES**



بنك تونس والإمارات  
Banque de Tunisie et des Emirats

## APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL N°01/2024

La BANQUE DE TUNISIE ET DES EMIRATS lance le présent Appel d'Offres pour le choix d'un cabinet ou d'une Banque d'Affaires qui se chargera de la réalisation d'une mission d'audit complet de la BTE.

Les soumissionnaires peuvent, à partir de la date de publication de cet avis et ce durant les horaires de travail, retirer gratuitement le Dossier d'Appel d'Offres auprès du Département de la Logistique et des Achats de la BANQUE DE TUNISIE ET DES EMIRATS, sise au Boulevard Mohamed El Beji CAID ESSEBSI, lotissement AFH, BC8-Centre Urbain-Nord 1082 Tunis TUNISIE – Tel : 00216 71 112 130

Les offres doivent être établies et présentées conformément aux stipulations du dossier d'Appel d'Offres et doivent parvenir au plus tard **le 01/04/2024 à 12h00** (le cachet du bureau d'ordre central de la BTE faisant foi), par rapide poste ou directement au bureau d'ordre de la BTE sise au Boulevard Mohamed El Beji CAID ESSEBSI, lotissement AFH, BC8-Centre Urbain-Nord 1082 Tunis TUNISIE.

L'Enveloppe extérieure doit être fermée et libellée au nom de la BANQUE DE TUNISIE ET DES EMIRATS et ne doit porter aucune mention sauf l'indication suivante : « Ne pas ouvrir Appel d'Offres n°01/2024 mission d'audit complet de la BTE »

Toute offre parvenue après le délai prévu ou non conforme aux conditions du dossier d'Appel d'Offres sera automatiquement rejetée.

# Tunindex

## 8 639,55

Var. Année **-1,27%**

01/03/2024

# Tunindex 20

## 3 810,56

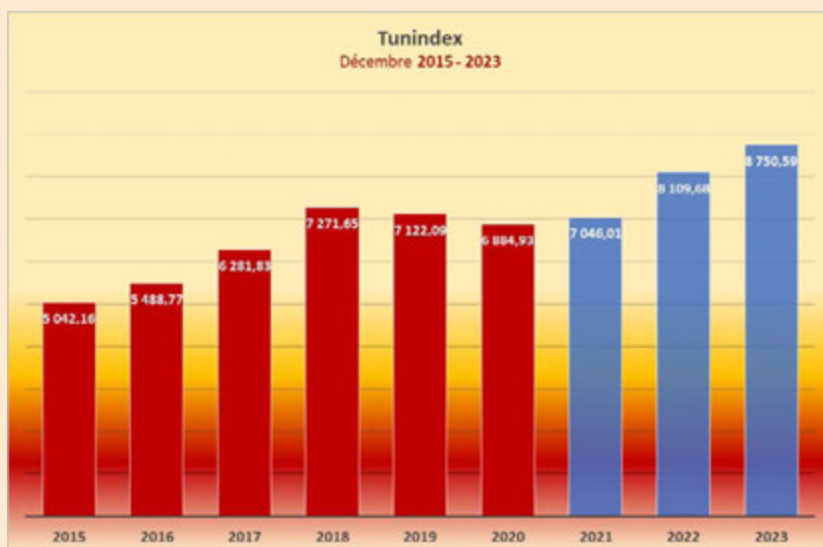
Var. Année **-0,40%**

01/03/2024

Volume semaine **22,560** Million DTCapitalisation **16,00** Milliard DTPER marché **9,15**  
(Janvier)

## INDICES SECTORIELS

Code ICB		INDICE	Var An
<b>8000</b>	<b>Sociétés Financières</b>	<b>6 488,21</b>	<b>-0,97%</b>
8300	Banques	6 050,28	-0,83%
8500	Assurances	13 218,22	-7,19%
8700	Services Financiers	9 700,19	5,61%
<b>5000</b>	<b>Services aux Consommateurs</b>	<b>2 942,45</b>	<b>-2,00%</b>
5300	Distribution	4 635,82	-2,00%
<b>3000</b>	<b>Biens de Consommations</b>	<b>7 034,11</b>	<b>0,17%</b>
3500	Agro-Alimentaire et Boissons	8 756,21	0,31%
3700	Produits Ménagers et de Soins Personnel	2 170,68	-0,02%
<b>2000</b>	<b>Industries</b>	<b>1 603,00</b>	<b>-3,38%</b>
2300	Batiment et Matériaux de Constructions	673,04	-4,87%
<b>1000</b>	<b>Matériaux de Base</b>	<b>3 778,12</b>	<b>-3,25%</b>



## + FORTES HAUSSES DE LA SEMAINE

	CLÔTURE	VAR. Hebdo
ELECTROSTAR	0,530	12,77%
GIF-FILTER	0,470	9,30%
MONOPRIX	5,100	8,97%
CELLCOM	1,500	8,70%
SFBT	12,740	7,06%

## + FORTES BAISES DE LA SEMAINE

	CLÔTURE	VAR. Hebdo
SANIMED	1,000	-18,70%
SOTEMAIL	1,940	-12,22%
BTE-ADP	3,830	-8,81%
STIP	3,840	-8,57%
MIP	0,120	-7,69%

## + FORTES BAISES DE L'ANNEE

	CLÔTURE	VAR. Hebdo
SOTEMAIL	1,900	-38,22%
TELNET	5,390	-30,00%
CIMENTS DE BIZERTE	0,660	-29,79%
BTE (ADP)	22,940	-22,94%
EURO-CYCLE	21,760	-21,76%

## + FORTES HAUSSES DE L'ANNEE

	CLÔTURE	VAR. AN
ELECTROSTAR	0,470	67,86%
ATELIER MEUBLE INT	5,190	17,95%
SOTUMAG	5,890	15,94%
TUNIVEST SICAR	10,200	13,33%
SPDIT SICAF	9,570	12,59%



## La Bourse de Tunis a poursuivi sa progression au cours de cette semaine

«L'embellie se poursuit sur la Bourse de Tunis. Porté par un sentiment favorable quant aux résultats de l'exercice 2023, le marché a affiché, du 26 février au 1er mars 2024, un gain de 1,3% à 8639,6 points », selon l'analyse de l'intermédiaire en Bourse, « Tunisie Valeurs ».

L'indice Tunindex efface, ainsi, une partie de ses pertes annuelles (-1,3% à ce jour)

En l'absence de transactions de bloc, les volumes restent faibles. Une enveloppe de 15,6MD a été échangée sur le marché au cours de la semaine écoulée, soit une moyenne quotidienne de 3,1MD. Notons que depuis le 19 janvier 2024 aucune transaction de bloc

n'a été réalisée sur le marché.

### **Analyse des valeurs :**

Le titre ELECTROSTAR s'est offert la meilleure performance de la semaine. L'action du spécialiste de l'électroménager s'est envolée de 17% à 0,550D notant que les volumes mobilisés par le titre sont très réduits, se montant à 3 mille dinars seulement.

SFBT a été la valeur vedette de la semaine. L'action de la brasserie a affiché un beau parcours (+7,1% à 12,740Dt), après une longue période en berne faisant savoir que le titre a figuré parmi les actions les plus dynamiques de la semaine avec un flux total de 1,7MD.

Le titre SANIMED s'est placé en lanterne rouge du Tunindex. Sans faire l'objet de transactions, l'action du spécialiste des articles sanitaires a régressé de 15,4% à 1,040 D.

Le titre BTE a figuré parmi les plus fortes baisses de la semaine. L'action de l'ancienne banque de développement a reculé de 8,8% à 3,830D, sans drainer d'échanges.

Le titre AMEN BANK a chapeauté le palmarès des volumes. L'action a enregistré une progression de 5,6% à 34,800D, en alimentant le marché avec des capitaux de 2,4MD.



## *Bourse de Tunis*

# Reprise encourageante du Tunindex après un début d'année difficile

**L'indice Tunindex a clôturé, le mois de février 2024, à 8.630,23 points enregistrant un gain de 2,54% après un repli de 3,82% durant le mois de janvier 2024, selon l'analyse mensuelle publiée par la Bourse de Tunis.**

Depuis le début de l'année, le Tunindex enregistre des pertes cumulées atteignant 1,38% contre une baisse de 0,80% durant la même période de 2023. Le volume des échanges sur la

Côte de la Bourse a atteint 55,7 MD, soit une baisse de 67% par rapport au mois précédent.

Pour le volume d'échange quotidien moyen, il s'est établi à 2,6 MD contre 7,6 MD durant le mois de janvier, et à 5,2MD durant l'année 2024.

La balance des variations des cours des titres cotés penche du côté de la hausse, avec 46 valeurs en hausse et 26 valeurs en baisse.

**Tunindex 20 : Hausse de 3,50% en février 2024**

Le Tunindex20 a enregistré, en février 2024, une hausse de 3,50% après un repli de 3,80% durant le mois précédent, et clôturant ainsi à 3 809,29 points. Depuis le début de l'année, le Tunindex20 a enregistré une baisse 0,43% contre une perte de 0,65% durant la même période de l'année 2023.



## Devises, Taux, Indicateurs

### Cours moyens des devises cotées en Dinar Tunisien

05/03/2024

MONNAIE	SIGLE	UNITÉ	VALEUR
DINAR ALGÉRIEN	DZD	10	0,2314
DOLLAR CANADIEN	CAD	1	2,2925
DOLLAR DES USA	USD	1	3,1154
LIVRE STERLING	GPB	1	3,9525
YEN JAPONAIS	JPY	1000	20,7503
DIRHAM MAROCAIN	MAD	10	3,0995
FRANC SUISSE	CHF	10	35,1829
EURO	EUR	1	3,3813
DINAR LIBYEN	LYD	1	0,6446
Yuan Chinois	CNY	1	0,4325

### Cours moyens à terme en Dinar Tunisien

PERIODE	USD	EUR
3 MOIS	3,1538	3,4326
6 MOIS	3,1940	3,4883

### Cours de devises en dinar Tunisien

Moyenne des cours du marché interbancaire (annuel)  
2015 - 2023



**7,96%**  
TMM  
06/03/2024

**8,00%**  
TID  
06/03/2024

**7,97%**  
TMM  
Février 2024

**7,00%**  
TRE  
Mars 2023

**23,522**  
Milliard  
Avoirs en devise  
06/03/2024

**103**  
Jours  
d'importations  
06/03/2024



# COTATIONS

Titres	Nominal	Titres admis	Clôture		01/03/2024	Variation Hebdo	Variation Année	Capitalisation (MDT)
			Décembre 2023	Semaine précédente	De la semaine			
<b>SOCIETES FINANCIERES</b>								<b>13 310,566</b>
<b>BANQUES</b>								<b>11 112,586</b>
Amen Bank	5	30 264 000	33,500	32,960	34,800	5,58%	3,88%	1 053,187
ATB	1	100 000 000	2,700	2,690	2,590	-3,72%	-4,07%	259,000
BH Bank	5	47 600 000	11,950	10,500	11,100	5,71%	-7,11%	528,360
BIAT	5	35 700 000	91,900	89,500	89,510	0,01%	-2,60%	3 195,507
BNA	5	64 000 000	8,130	8,000	7,970	-0,38%	-1,97%	510,080
Banque de Tunisie	1	270 000 000	5,380	5,290	5,310	0,38%	-1,30%	1 433,700
BTE (ADP)	20	1 000 000	4,970	4,200	3,830	-8,81%	-22,94%	3,830
STB	5	155 375 000	3,740	3,470	3,440	-0,86%	-8,02%	534,490
Attijari Bank	5	42 000 000	46,140	49,000	48,020	-2,00%	4,07%	2 016,840
UBCI	5	20 001 529	22,500	23,500	23,900	1,70%	6,22%	478,037
UIB	5	32 560 000	25,900	25,800	25,920	0,47%	0,08%	843,955
Wifack Bank	5	30 000 000	8,700	8,520	8,520	0,00%	-2,07%	255,600
<b>ASSURANCES</b>								<b>1 267,548</b>
ASTREE	5	6 000 000	48,500	48,000	48,000	0,00%	-1,03%	288,000
BH Assurances	5	2 660 000	48,750	48,750	48,750	0,00%	0,00%	129,675
STAR	10	2 307 693	176,700	160,000	159,000	-0,63%	-10,02%	366,923
Tunis RE	5	20 000 000	7,200	6,920	6,610	-4,48%	-8,19%	132,200
Assur. MAGHREBIA	10	4 500 000	52,450	47,500	46,000	-3,16%	-12,30%	207,000
MAGHREBIA Vie	1	25 000 000	6,040	5,580	5,750	3,05%	-4,80%	143,750
<b>LEASING</b>								<b>604,109</b>
ATL	1	32 500 000	3,600	3,800	3,790	-0,26%	5,28%	123,175
BH Leasing	5	7 000 000	3,240	3,110	2,970	-4,50%	-8,33%	20,790
Best Lease	1	30 000 000	2,000	2,230	2,240	0,45%	12,00%	67,200
CIL	5	7 000 000	19,190	19,100	20,010	4,76%	4,27%	140,070
Hannibal Lease	5	11 000 000	5,270	5,300	5,350	0,94%	1,52%	58,850
Attijari Leasing	10	2 750 000	16,800	17,850	18,400	3,08%	9,52%	50,600
Tunisie Leasing Fact	5	10 800 000	13,000	12,730	13,280	4,32%	2,15%	143,424
<b>SOCIETES D'INVESTISSEMENTS</b>								<b>326,323</b>
PL. TSIE Sicaf	10	1 000 000	48,950	48,510	48,510	0,00%	-0,90%	48,510
SPDIT Sicaf	1	28 000 000	8,500	9,580	9,570	-0,10%	12,59%	267,960
Tuninvest Sicar	1	966 000	9,000	10,200	10,200	0,00%	13,33%	9,853
<b>INDUSTRIES</b>								<b>9 371,816</b>
<b>HOLDING</b>								<b>1 971,962</b>
OneTech Holding	1	80 400 000	8,920	8,400	8,340	-0,71%	-6,50%	670,536
Poulina GH	1	180 003 600	8,000	7,120	7,230	1,54%	-9,62%	1 301,426
<b>AGRO-ALIMENTAIRE</b>								<b>3 901,690</b>
CEREALIS	1	4 888 889	13,300	13,300	13,300	0,00%	0,00%	65,022
Delice Holding	10	54 907 262	11,700	10,640	10,990	3,29%	-6,07%	603,431
LAND'OR	1	13 784 285	6,000	5,900	5,810	-1,53%	-3,17%	80,087
SFBT	1	247 500 000	12,450	11,900	12,740	7,06%	2,33%	3 153,150
SOPAT	1	37 861 250	1,440					0,000
<b>PHARMACEUTIQUE</b>								<b>240,030</b>
ADWYA	1							0,000
SIPHAT	5	1 800 000	3,760	3,750	3,750	0,00%	-0,27%	6,750
UNIMED	1	32 000 000	7,480	7,100	7,290	2,68%	-2,54%	233,280
<b>COMPOSANTS AUTOMOBILE</b>								<b>48,690</b>
ASSAD	1	24 000 000	0,840	0,740	0,770	4,05%	-8,33%	18,480
GIF-FILTER	1	10 536 994	0,530	0,430	0,470	9,30%	-11,32%	4,952
STEQ	5	1 400 000	6,500	6,500	6,500	0,00%	0,00%	9,100
STIP	3	4 207 824	4,540	4,200	3,840	-8,57%	-15,42%	16,158

source: bVMT

données fournis à titre indicatif

# COTATIONS

Titres	Nominal	Titres admis	Clôture		01/03/2024	Variation Hebdo	Variation Année	Capitalisation (MDT)
			Décembre 2022	Semaine précédente	De la semaine			
<b>CIMENTIER</b>								<b>706,012</b>
Carthage Cement	1	343 624 940	1,970	1,930	1,970	2,07%	0,00%	676,941
Ciments de Bizerte	1	44 047 290	0,940	0,640	0,660	3,13%	-29,79%	29,071
<b>CHIMIE</b>								<b>322,195</b>
Air Liquide	25	1 637 504	81,120	77,010	79,550	3,30%	-1,94%	130,263
ALKIMIA	10	1 947 253	29,770	23,710	23,700	-0,04%	-20,39%	46,150
ICF	10	2 100 000	71,400	69,980	69,420	-0,80%	-2,77%	145,782
<b>INDUSTRIES DIVERSES</b>								<b>2 042,606</b>
AMS								0,000
Euro-Cycle	1	9 801 000	15,950	12,800	12,480	-2,50%	-21,76%	122,316
MPBS	2	10 334 430	5,360	5,070	4,940	-2,56%	-7,84%	51,052
New Body Line	1	4 250 400	5,300	5,170	5,180	0,19%	-2,26%	22,017
Office PLAST	1	14 662 164	1,220	1,080	1,060	-1,85%	-13,11%	15,542
SAH Lilas	1	84 015 979	9,100	8,050	8,350	3,73%	-8,24%	701,533
Atelier Meubles Int	1	5 561 635	4,400	5,160	5,190	0,58%	17,95%	28,865
SIAME	1	15 444 000	3,820	3,660	3,600	-1,64%	-5,76%	55,598
SANIMED	1,109	12 400 000	1,260	1,230	1,000	-18,70%	-20,63%	12,400
SOMOCER	1	40 656 000	0,730	0,650	0,650	0,00%	-10,96%	26,426
SOTEMAIL	1	34 513 514	3,140	2,210	1,940	-12,22%	-38,22%	66,956
SOTUVER	1	39 254 475	12,000	12,580	12,600	0,16%	5,00%	494,606
SOTIPAPIER	1,09	28 184 091	5,630	4,700	4,600	-2,13%	-18,29%	129,647
SOTRAPIL	5	4 138 200	14,950	15,300	15,380	0,52%	2,88%	63,646
TPR	1	50 000 000	4,970	4,920	5,040	2,44%	1,41%	252,000
<b>IMMOBILIER</b>								<b>72,645</b>
SIMPAR	5	1 100 000	35,010	34,490	34,490	0,00%	-1,49%	37,939
SITS	1	15 600 000	1,700	1,700	1,710	0,59%	0,59%	26,676
ESSOUKNA	1	5 050 500	1,500	1,590	1,590	0,00%	6,00%	8,030
<b>TECHNOLOGIE</b>								<b>65,985</b>
AETECH	1	2 223 334	0,330	0,280	0,270	-3,57%	-18,18%	0,600
TELNET Holding	1	12 130 800	7,700	5,400	5,390	-0,19%	-30,00%	65,385
<b>SERVICES</b>								<b>1 471,753</b>
<b>DISTRIBUTION AUTOMOBILE</b>								<b>854,929</b>
ARTES	1	38 250 000	6,500	6,380	6,420	0,63%	-1,23%	245,565
CITY CARS	1	18 000 000	12,480	13,300	13,300	0,00%	6,57%	239,400
ENNAKL Automobile	1	30 000 000	12,500	10,400	10,350	-0,48%	-17,20%	310,500
UADH	1	36 953 847	0,650	0,550	0,570	3,64%	-12,31%	21,064
STA	1	2 000 000	19,500	19,100	19,200	0,52%	-1,54%	38,400
<b>AUTRES SERVICES</b>								<b>195,495</b>
CELLCOM	1	4 461 532	1,590	1,380	1,500	8,70%	-5,66%	6,692
ELECTROSTAR	2	10 287 556	0,280	0,470	0,470	0,00%	67,86%	4,835
MIP	1	4 398 937	0,140	0,130	0,120	-7,69%	-14,29%	0,528
TUNISAIR	1	106 199 280	0,440	0,420	0,420	0,00%	-4,55%	44,604
SMART Tunisie	5	8 677 237	16,530	15,700	16,000	1,91%	-3,21%	138,836
<b>TELECOMMUNICATIONS</b>								<b>96,779</b>
SERVICOM	1	11 874 000	0,220	0,240	0,240	0,00%	9,09%	2,850
SOTETEL	5	4 636 800	3,600	3,670	3,720	1,36%	3,33%	17,249
Tawasol GH	1	108 000 000	0,710	0,700	0,710	1,43%	0,00%	76,680
<b>DISTRIBUTION DE BIENS DE CONSOMMATION</b>								<b>324,550</b>
Sotumag	1	13 200 000	5,080	5,920	5,890	-0,51%	15,94%	77,748
Magasin General	1	15 777 070	7,990	7,450	7,450	0,00%	-6,76%	117,539
Monoprix	2	25 345 736	5,140	4,680	5,100	8,97%	-0,78%	129,263
<i>(Données fournis à titre indicatif)</i>								<b>24 154,135</b>

source: BVMT

wmc  
HORS-SÉRIE

iPad Pro

SPECIAL  
**ASSURANCES**  
LE GUIDE DU MARCHÉ DES ASSURANCES  
EN TUNISIE



Assurances  
Voyages  
Cyber sécurité  
Habitation  
Vie  
Santé  
Auto

EDITION NUMÉRIQUE - MAI 2021

www.wmc.com



### *Déclaration d'Alger*

# Stratégie pour la stabilité du marché mondial du gaz naturel

**Les travaux du 7e sommet des chefs d'Etat et de gouvernement du Forum des pays exportateurs de gaz (GECF), tenus samedi dans la capitale algérienne, ont été sanctionnés par l'adoption de la "Déclaration d'Alger". Un document qui fixe les principaux axes de la stratégie d'extraction, d'exploitation et de distribution du gaz naturel**

**au cours de la prochaine période.**

Objectif; assurer un approvisionnement régulier et garantir la stabilité du marché mondial à la lumière des changements géostratégiques et des difficultés liées à la liquidité. Dans un mot d'ouverture au Centre international de

Conférences Abdelatif-Rahal (CIC Alger), le président de la République Kais Saïed a déclaré que les peuples qui se sont libérés de la colonisation continuent à se battre pour imposer leur pleine souveraineté sur leurs ressources naturelles. Ce sommet, a-t-il poursuivi, n'est que la consécration de cette volonté.

Kais Saïed qui participe à ces assises en tant qu'invité d'honneur

a insisté sur la ferme détermination à raffermir les relations entre les deux peuples tunisien et algérien, partant de la conviction que seule l'unité et l'aspiration commune à un avenir meilleur permettent de relever les différents défis.

De son côté, le président Abdelmadjid Tebboune a appelé à la nécessité de prendre des mesures concrètes afin de poursuivre le développement des ressources en gaz. Il a mis en avant le besoin d'encourager en permanence l'investissement

dans cette énergie, de renforcer la coopération dans le domaine des technologies et de l'innovation et de développer les techniques d'extraction et de commercialisation.

Tebboune, a également, insisté sur le renforcement du dialogue et de la coopération entre les pays membres d'un côté et les exportateurs et les importateurs de l'autre pour assurer l'approvisionnement en gaz et la stabilité du marché international. L'Algérie, tout comme ses partenaires, est consciente que le gaz naturel est une source d'énergie propre qui constitue une énergie complémentaire

pour les sources des énergies renouvelables, a fait observer le président algérien, mettant en avant le rôle de ce combustible fossile dans le développement durable.

Le secrétaire général du GECF, Mohamed Hamel a mis en évidence l'importance du gaz naturel pour l'avenir énergétique au niveau mondial. Il a soulevé le besoin de renforcer l'investissement dans cette ressource au regard de son rôle dans le développement économique, le bien-être social et la protection de l'environnement.





### *Projet «Perspectives»*

## 200 jeunes diplômés tunisiens vers des stages en Suisse

Le projet "Perspectives", mis en œuvre dans le cadre d'un partenariat entre le ministère de l'emploi et de la formation professionnelle, l'agence de développement et de coopération Suisse et l'organisation "Swisscontact" a été officiellement lancé, a annoncé vendredi le

ministre de l'emploi et de la formation professionnelle Lotfi Dhiab.

Ce projet qui se poursuivra jusqu'à l'année 2026, a pour but de faire bénéficier 200 jeunes tunisiens, diplômés de la formation professionnelle et de l'enseignement supérieur, de

stages professionnels au sein des entreprises économiques en Suisse pour une période pouvant atteindre 18 mois.

Il fournira un accompagnement aux jeunes, de retour en Tunisie, pour leur faciliter l'insertion sur le marché de l'emploi que ce soit dans les entreprises suisses, ou

étrangères installées en Tunisie. Le projet "Perspectives" s'est fixé l'objectif de renouer les liens avec la diaspora tunisienne pour tirer profit de leur expérience et encourager les stagiaires à lancer leur propres projets aux fins de promouvoir l'économie nationale et de créer des opportunités d'emploi.

A cette occasion, le ministre de l'emploi et de la formation professionnelle a souligné que ce projet vise à impulser l'employabilité des jeunes diplômés du supérieur ou titulaires de diplômes de formation professionnelle à travers l'accès aux stages professionnels en suisse pour une période de 18 mois.

Il a souligné que son département a mis en place des mécanismes de gouvernance pour dynamiser le marché de l'emploi à l'étranger et réduire le chômage chez les jeunes en se basant sur le principe de l'égalité des chances, en plus de la simplification des procédures administratives et légales pour instaurer un climat favorable à l'investissement.

Le ministre a affirmé que son département s'emploie avec ses différents partenaires, à résoudre le problème de la migration irrégulière afin de permettre aux jeunes de travailler de manière légale à l'étranger, de promouvoir leur capacités professionnelles

et d'aider la diaspora tunisienne à créer des opportunités d'investissement et des postes d'emploi.

A noter que le ministère de l'emploi avait signé le 19 janvier 2024 avec la partie suisse un accord de partenariat pour permettre aux jeunes de bénéficier de stages et aux compétences tunisiennes à l'étranger, de lancer leur projets en Tunisie.

En marge de la cérémonie de lancement du projet "Perspectives", le ministre de l'emploi a déclaré que les opérations de recrutement des jeunes professionnels par les établissements de placement à l'étranger a atteint 13.857 durant la période allant de 2011 à 2023. Il a relevé que 2173 jeunes ont été recrutés par les établissements de placement à l'étranger dont la plupart dans les secteurs de la santé, du tourisme et de la restauration.

De son côté, l'ambassadeur de Suisse en Tunisie Jozef Renggli a indiqué que ce projet aura un impact positif sur la gouvernance de la migration circulaire et le développement de l'économie Tunisienne à travers l'accès des jeunes aux stages professionnels et l'accompagnement de la diaspora tunisienne pour le lancement de leur projets en Tunisie.



CMS Convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune

## Espèces menacées

Un rapport, intitulé "État des espèces migratrices dans le monde", vient de paraître à l'occasion de la 14e réunion de la Conférence des Parties à la Convention sur les espèces migratrices (CMS) appartenant à la faune sauvage, qui s'est tenue, du 12 au 17 février 2024, dans l'ancienne ville de Samarkand, sur la route de la soie, en Ouzbékistan.

D'après ce rapport, au moins 399 espèces migratrices mondialement ou quasi menacées ne bénéficient pas encore de la protection internationale offerte par la Convention.

Les espèces migratrices sont exposées à un large éventail de pressions anthropiques qui entraînent le déclin des populations. A cet effet, le rapport souligne l'urgence d'agir et de prendre des mesures pour inverser le déclin des populations d'espèces migratrices, protéger leurs sites clés et préserver le phénomène de la migration lui-même.



# نجاح حرفائنا هو نجاحنا

أكثر من 900 000 حريف  
نرافقوهم في رحلة نجاحهم





*Sauvegarde du patrimoine*

## L'amphithéâtre romain d'El Jem se refait une beauté

La dernière phase du projet de restauration, de sauvegarde et d'entretien de l'amphithéâtre romain El Jem, historiquement connu sous le nom de Théâtre de Tisidros, est prévue pour

septembre 2024, lit-on dans une publication de l'INP à l'occasion d'une visite effectuée mi-février 2024 de l'ambassadeur des Etats-Unis d'Amérique en Tunisie, Joey Hood, accompagné du Directeur

Général de l'Institut National du Patrimoine, Tarek El-Baccouche. Ce projet établi pour la période 2020-2024, s'inscrit dans le cadre d'un don accordé par le Fonds des ambassadeurs



pour la préservation culturelle (AFCP), initié par l'ambassade des Etats-Unis d'Amérique à l'INP depuis 2019, d'un montant de l'ordre de 430 mille dollars, dans le but de préserver le Colisée d'El Jem, site inscrit depuis 1979 sur la liste du patrimoine mondial de l'Unesco, à travers la restauration et l'entretien de certains des murs fissurés conformément aux normes internationales reconnues, mais aussi, il comprend l'ascenseur panoramique, nouvelle façon contemporaine de découvrir un patrimoine millénaire, et ce, après avoir obtenu l'approbation de l'UNESCO, considérant qu'il s'agit d'un monument historique et culturel.

Il est également prévu que l'intervention inclura les aspects électriques et hydrauliques, pour remédier en particulier aux problèmes d'évacuation des eaux, ainsi que le projet de lumière artistique, parrainé par l'Agence de mise en valeur du patrimoine et de la promotion culturelle (AMVPPC).

Dans une première phase, les travaux se déroulent dans le sous-sol antique. Une équipe composée d'ouvriers spécialisés, de techniciens, de conservateurs et d'experts, se penche sur les problèmes de l'infiltration de l'eau, de l'humidité et de la remontée capillaire qui ont gravement endommagé la pierre antique

et toutes les composantes architecturales romaines. Dans une deuxième phase, l'équipe de conservation-restauration, procède par le nettoyage et le traitement des pathologies en éliminant les lichens, les sels et les micro-organismes avant toute restauration de la pierre.

Des enseignants et des étudiants des Instituts des Beaux Arts de Sousse et de Gabès, spécialité « Restauration-conservation des biens culturels » participent à ce chantier dans le cadre d'un stage d'apprentissage de fin d'étude sur les techniques et les méthodes récentes de la conservation et la restauration de la pierre.

Ce projet de restauration s'inscrit dans le cadre de la catégorie « Sites Culturels » du programme administré par le Centre du Patrimoine culturel du Bureau des Affaires éducatives et culturelles du Département d'Etat américain. Cette catégorie comprend la restauration d'un ancien édifice ou d'un bâtiment historique, la préservation d'un site archéologique, ou la documentation de sites culturels dans une région à des fins de préservation.

Après celui de Rome, le Colisée d'El-Jem, appelé aussi petit Colisée, est le second plus grand amphithéâtre, héritage de l'Empire romain en Afrique du Nord.

## Ligne maritime Maroc, l'Espagne, Libye

"Le paysage économique de Sfax sera renforcé, en mars prochain, par le lancement d'une ligne maritime régulière, dédiée au transport des conteneurs depuis le port de Sfax vers le Maroc, l'Espagne et la Libye.

Le représentant de cette ligne, Malek Aloui a indiqué ce dimanche à l'Agence Tunis Afrique Presse (TAP), que "les dispositions administratives et logistiques touchent presque à leur fin". L'inauguration officielle de cette ligne devrait avoir lieu au cours du mois de mars, "a-t-il dit.

Et le responsable d'ajouter: outre les prix compétitifs, cette ligne se distingue par la courte durée des dessertes.

Le voyage vers le Maroc ne dure que 4 jours et vers l'Espagne 6 jours, avec deux dessertes par mois au départ de Sfax.



## L'écrivain tunisien Hassouna Mosbahi remporte le Prix Ibn Battouta de la littérature de voyage

L'écrivain tunisien Hassouna Mosbahi a remporté le Prix Ibn Battouta de la littérature de voyage dans sa 22ème édition au titre de l'année 2023-2024. Le prix lui a été décerné dans la catégorie "Journal quotidien" pour son livre "Des jours à Istanbul".

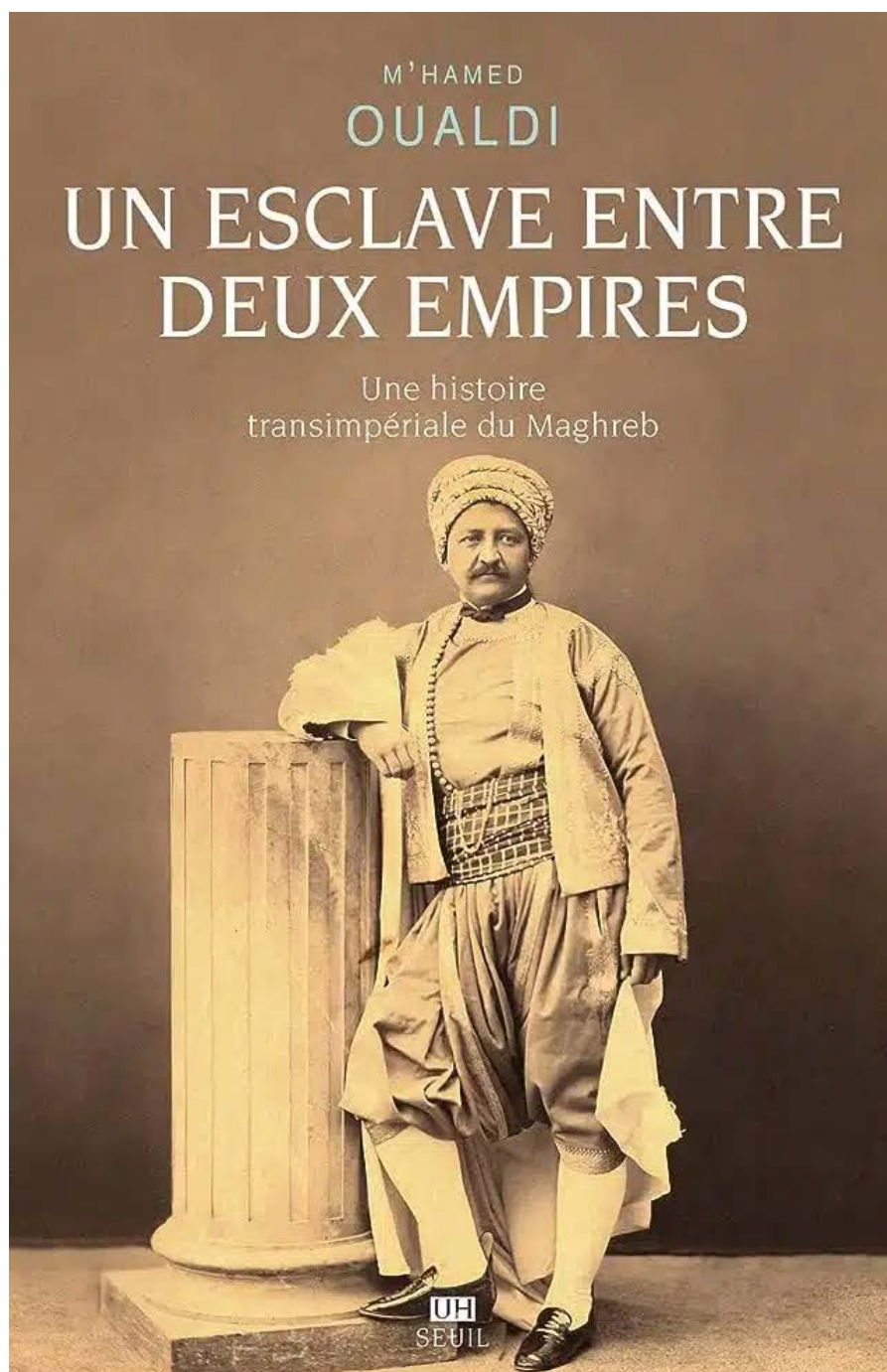
Décernés par le centre arabe de la littérature géographique -Découverte des horizons- à Abou Dhabi et à Londres, ces prix récompensent des oeuvres de littérature géographique dans cinq catégories: "Textes de voyage affinis", "Voyage contemporain", "Etudes", "Traduction" et "Journal quotidien".

Depuis 2003, ces prix récompensent chaque année les meilleures œuvres annotées et écrites en littérature de voyage, en vue de promouvoir l'intérêt arabe porté pour la littérature géographique.

Né à Kairouan en 1950, l'auteur tunisien Hassouna Mosbahi est un écrivain à multiples facettes : critique littéraire, romancier, journaliste, essayiste. Plusieurs de ses romans et nouvelles ont été traduits en allemand, dont "Hallucinations à Tarchich" qui a reçu en 2000 le Prix "Tukan" de la ville de Munich, où il a séjourné pendant plus de vingt ans, prix qui a été décerné pour

la première fois à un écrivain étranger. Parmi ses nombreuses œuvres, on cite entre autres «Contes de ma cousine Hniyya» (1986), pour lequel il reçoit le Prix de la nouvelle en Tunisie, décerné par le ministère des affaires culturelles, "La Tortue" (1996), longue nouvelle qui a été sélectionnée en 2000, comme l'une des cinq meilleures nouvelles d'Afrique par un jury présidé par le Nobel de littérature J. M. Coetzee. En 2016, le Prix marocain Mohamed Zaf Zaf du roman arabe lui a été décerné pour l'ensemble de son œuvre qui traite de sujets d'actualité en Tunisie et dans le monde arabe.

## «Un esclave entre deux empires» de l'historien M'hamed Oualdi



Le livre "Un esclave entre deux empires: une histoire transimpériale du Maghreb " (Editions du Seuil, 2023) de l'historien du Maghreb, le franco-tunisien M'hamed Oualdi, est l'un des sept ouvrages qui seront en compétition pour le Grand Prix du Livre des Journées de l'Histoire de l'IMA (JHIMA), qui se tiendront les 24 et 25 mars 2024 dans leur 10ème édition placée sous le thème "Amours dans le monde arabe".

"Doté par l'Académie du Royaume du Maroc et son Secrétaire Perpétuel Abdeljalil Lahjomri, ce prix qui sera décerné par un jury présidé par Vincent Lemire, distingue une présentation récente et innovante sur l'histoire du monde arabe"-lit-on dans l'avant propos de Jack Lang, Président de l'IMA.

Ce livre d'histoire raconte dans ses 272 pages la trajectoire "hors du commun d'un ancien esclave, né dans le Caucase, affranchi et devenu général de l'Empire ottoman, qui a passé sa vie à circuler entre les empires bordant la Méditerranée. Husayn, vendu

sur un marché d'Anatolie comme esclave, revendu à Istanbul, puis à Tunis, est éduqué et promu jusqu'à atteindre le rang de dignitaire de l'Empire ottoman avant que la colonisation de la Tunisie par la France en 1881 ne le contraigne à l'exil, en Italie".

Mais l'histoire ne s'arrête pas là, "car sa mort en Toscane provoque une série de conflits autour de sa succession qui mettent aux prises le sultan ottoman, ses vizirs, des fonctionnaires français, des juristes européens et des membres de communautés musulmanes et juives sur les deux rives de la Méditerranée".

A partir de la trajectoire de Husayn et des conflits autour de sa succession dès sa mort en 1887, ce livre montre selon l'auteur "comment, bien après la conquête de leur pays par la France en 1881, des membres des élites et, plus généralement, de la société tunisienne ont continué à se penser comme des sujets ottomans, comment des hommes et des femmes ont utilisé

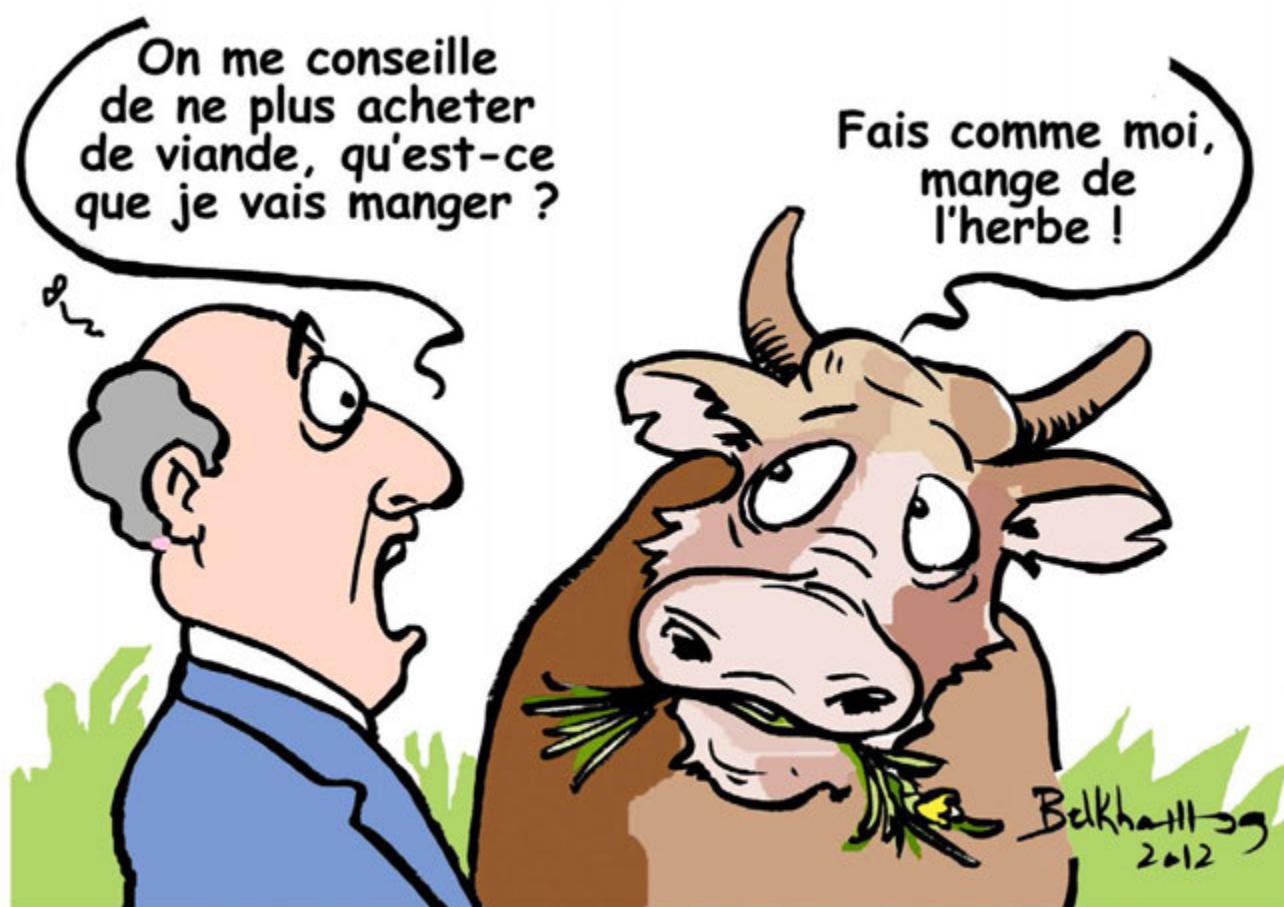
cette appartenance impériale et la domination ottomane comme une ressource politique, économique et culturelle pour contester ou dans d'autres cas, négocier et collaborer avec le pouvoir colonial français jusqu'à la fin de la Première Guerre mondiale, et comment des acteurs maghrébins comme Husayn ont participé de plain-pied aux importants débats transimpériaux de la seconde moitié du XIXe siècle comme ceux sur l'abolition de l'esclavage, sur la nationalité ou sur la propriété publique et privée".

Professeur à Sciences-Po Paris, M'hamed Oualdi, spécialiste de l'histoire du Maghreb moderne et contemporain (XVIe-début du XXIe siècle) dirige un programme de recherches européen (ERC) sur les fins d'esclavages au Maghreb. Parmi ses ouvrages "Esclaves et maîtres" (Publications de la Sorbonne, 2011).

Pour cette 10e édition-anniversaire des Journées de l'Histoire, l'amour sous toutes

ses formes sera exploré à travers une série de tables rondes, de lectures de textes, projections de cinéma, performances artistiques et conférence musicale avec la participation d'une pléiade d'intervenants de plusieurs pays dont la Tunisie. Docteure en histoire à l'université Paris-Cité et post-doctorante à l'université de Heidelberg (Allemagne) Sarra Zaïed interviendra dans la table ronde "Expressivités maghrébines de l'amour". Hayat Amamou, professeure d'histoire de l'Islam médiéval à la faculté des sciences humaines et sociales, université de Tunis prendra part à la table ronde "L'amour dans l'Islam médiéval : un langage politique ?" et Monia Ben Jémia, professeure des universités à la faculté des sciences juridiques, politiques et sociales de Tunis, université de Carthage, interviendra dans le cadre de "Carte Blanche à l'IISMM" (Institut d'études de l'Islam et des sociétés du monde musulman), sur le thème "Mariage, divorce et sécularisation dans le monde arabe".







HORS-SÉRIE

# RETRAITE

En Tunisie







## Le plan ATLAS, l'initiative de la dernière chance ?

*La récente rencontre qui a eu lieu entre les présidents Abdelmadjid Tebboune (Algérie), Kais Saïed (Tunisie) et Mohamed Younes El Menfi (Libye), à Alger (mars 2024), devrait permettre d'instaurer des rencontres régulières entre les dirigeants des 3 pays, avec pour objectif principal d'avancer vers l'unification des efforts pour relever les défis économiques et*

*sécuritaires, dans l'intérêt des peuples des trois pays.*

*Il y a quelques années, en 2015, on parlait déjà d'un projet d'alliance stratégique entre ces 3 pays.*

**L'Algérie, la Tunisie, la Libye, pour une Alliance stratégique comme cela se décline dans**

**l'acronyme ATLAS“, est-ce “the last chance“ tentative de donner corps à cet alter Maghreb? L'attelage proposé tombe sous le sens. Toutefois, pour se réaliser, saura-t-il triompher de la résistance des nationalismes?**

Jeudi 4 juin dernier, l'IACE organisait la troisième édition de

son Tunis Forum autour du thème qu'impose l'actualité, à savoir "La Tunisie et ses pays voisins: risques communs et solutions partagées".

Ce thème n'est pas né du hasard. En proie aux périls du terrorisme et de la contrebande, les trois pays se retrouvent dans l'œil du cyclone. Tous trois s'exposeraient aux vents mauvais de la déstabilisation, en somme le scénario frisson, s'ils ne se ressaisissent pas ensemble. La nécessité les met donc au défi d'engager une riposte commune via un décollage économique concerté. Ce serait leur parade de salut, selon les experts. Décloisonner leur espace, c'est leur dernière carte.

Un sursaut, in extremis, est-il plausible?

### **Crever tous les abcès en public et se dire toutes les vérités en face...**

Deux plénières et quatre ateliers pour aborder les questions qui fâchent, à propos de cette obstination des trois pays à jouer perso, envers et contre tout. Les Guest speakers et les participants offraient la plus large représentativité du monde politique, de celui de l'entreprise, des partenaires sociaux, de la société civile et des institutions internationales. Tous se sont désinhibés. Le forum s'est mis

sur un tempo de forte tonalité avec des échanges de grande pertinence. Et quand il arrive que l'on croise le fer, cela n'a fait que donner plus de mordant au débat. Ce fut un Forum oxygéné, sain, bienfaisant, positif, et nous souhaitons constructif. On s'est dit les vérités en face. Toutes les vérités. Les calculs de boutiquiers de part et d'autre, les promesses trahies, les paroles reprises, les contre performances et toute l'étendue des dégâts de l'immobilisme économique.

On a parlé des réfugiés libyens en Tunisie et des conditions problématiques de leur séjour. Les investissements croisés et les restrictions les concernant. Ainsi que toute l'irrationalité du choix de l'isolationnisme qui s'abrite derrière cette obscure raison d'Etat que l'opinion ne parvient pas à percevoir. Rien n'a été éludé. Ce fut un exercice de "Crowd - brainstorming". Cet événement fera date. Une dynamique a été amorcée. Une onde de choc doit naître de cette journée.

### **ATLAS : Un plan détaillé, prêt à l'emploi avec des dates précises**

Dans son speech inaugural, Ahmed Bouzguenda, président de l'IACE, conférait une certaine solennité à l'instant. Sans le dire mais tout en le laissant sous-entendre, il signifiait à tous ses



**AUDIENCE WMC PORTAL**  
(2019 - source Google Analytics)

+ de **7 Millions**  
Visiteurs Uniques

+ de **12 Millions**  
Visites

+ de **23 Millions**  
Pages Vues

**L'Offre de ciblage intégrée la plus puissante du web tunisien**

CSP+, Cadres, Dirigeants...  
associé à un ciblage large public  
(depuis 2000)

invités que c'est le moment ou jamais pour donner le strike, ensemble. Il décrit une sortie par le haut afin de combattre les maux qui font le lit du terrorisme et la contrebande retardant l'émancipation économique des trois pays.

Le terrorisme est en train de ronger la Libye avec la probabilité de la dépecer. La Tunisie est dans son collimateur. Et, par voie de conséquence, l'Algérie ne saurait être épargnée. Il faut faire coup double, disait-il. Associer la riposte sécuritaire au rebond économique sur fond d'intégration régionale. C'est une solution globale. Elle est déclinée dans le plan ATLAS dont le déroulé sera assuré par Youssef Kortobi, membre du board de l'IACE. Ce plan a le mérite de reprendre tous les projets structurants qui assureront une taille critique, aux trois économies ainsi intégrées avec les meilleurs rendements d'échelle.

On l'a bien vu, il ne s'agit pas d'une construction de l'esprit. Ce plan est concret. Il reprend un par un tous les projets concernant autant les zones frontalières que les projets transmaghrébins. Tout est consigné, chiffré et daté. Ce plan est imparable. Personne n'a pu lui apporter la contradiction. On n'a rien trouvé à lui opposer. Il coupe l'herbe sous les pieds des partisans de l'atermoisement, de ceux qui ont pris l'habitude

de botter en touche, retardant le remembrement économique de la région. Le message est clair. Tout le monde est gagnant. Rien n'interdit a priori de le mettre en route, car il est prêt à l'emploi.

### **Quand les atomes n'accrochent pas, hélas!**

Les trois pays offrent une physionomie figée. Le constat est amer car le ciment de l'union a manqué hier tout comme il n'est pas là aujourd'hui. La confiance ne règne pas entre les trois partenaires. Tout le temps qu'elle ne sera pas au rendez-vous, toutes les conventions signées par les Etats ne seront que de l'épat' pour distraire la galerie.

L'Etat de blocage dans lequel se confinent les trois économies est proprement désolant. On ne trouve aucun bien-fondé à cette obsession contagieuse de l'isolationnisme. Les élites des trois pays se connaissent bien. Elles se sont côtoyées durant leur cursus universitaires et ont développé des visions proches sinon communes.

Les citoyens, pour leur part, ont su tisser des solidarités via les mariages mixtes et les affaires. Les chefs d'entreprise ont su transgresser les obstacles de toutes natures. Et pourquoi diable, les atomes, au lieu d'accrocher, se repoussent dès qu'il s'agit des pouvoirs en place?

Les raisons d'Etat, quand elles vont à l'encontre des intérêts des peuples et à contrecourant de l'histoire, ne convient-il pas de les réviser? L'ennui est que la configuration actuelle est des plus favorables. L'intégration est aisée car nos économies ne sont que faiblement concurrentielles et, par conséquent, leur complémentarité est acquise.

Wided Bouchamaoui rebondira sur ce point et dira que le blocage vient de l'absence de volonté politique. Et c'est là la principale barrière non tarifaire qui nous fige dans notre impuissance. Est-il acceptable que des containers soient bloqués de part et d'autre entre l'Algérie et la Tunisie pour pointillisme douanier, tatillon? Laissez faire, laissez passer, disait-elle en substance. Assez de cette passivité politique désastreuse.

Houssine Abassi fera chorus avec elle mettant en avant l'effet dévastateur de la contrebande sur la sécurité de l'emploi et le pouvoir d'achat des salariés du secteur organisé. Par instinct de survie, il faut sévir et relancer la dynamique de l'intégration, concluait-il, en substance.

### **Tunisie : La balle au centre**

Préfèrent-ils dépérir séparés au lieu de prospérer unis? Question existentielle pour les trois pays. En élaborant le plan ATLAS,

l'IACE se met en posture de défiance par rapport aux calculs étriqués des nationalismes économiques dans les trois pays. ATLAS est un défi jeté aux trois gouvernements. Il se moule dans cette riposte devenue culte et connue de tous les amoureux de Martin Scorsese: "Une offre qu'ils ne pourront pas refuser".

ATLAS tient compte des contraintes de chacun et il apporte une solution globale qui convient à tous. Cela dit, il met la Tunisie dans un rôle central de Hub. Mais est-ce un point de discorde? C'est un caprice de l'Histoire, voilà tout. Cela fait que la géographie du Maghreb s'en trouve impactée. Bourguiba, qui était attaché au Maghreb Central, le définissait de manière rusée: Le Maghreb s'arrête là où s'arrête le couscous, écartant de facto la Mauritanie et la Libye.

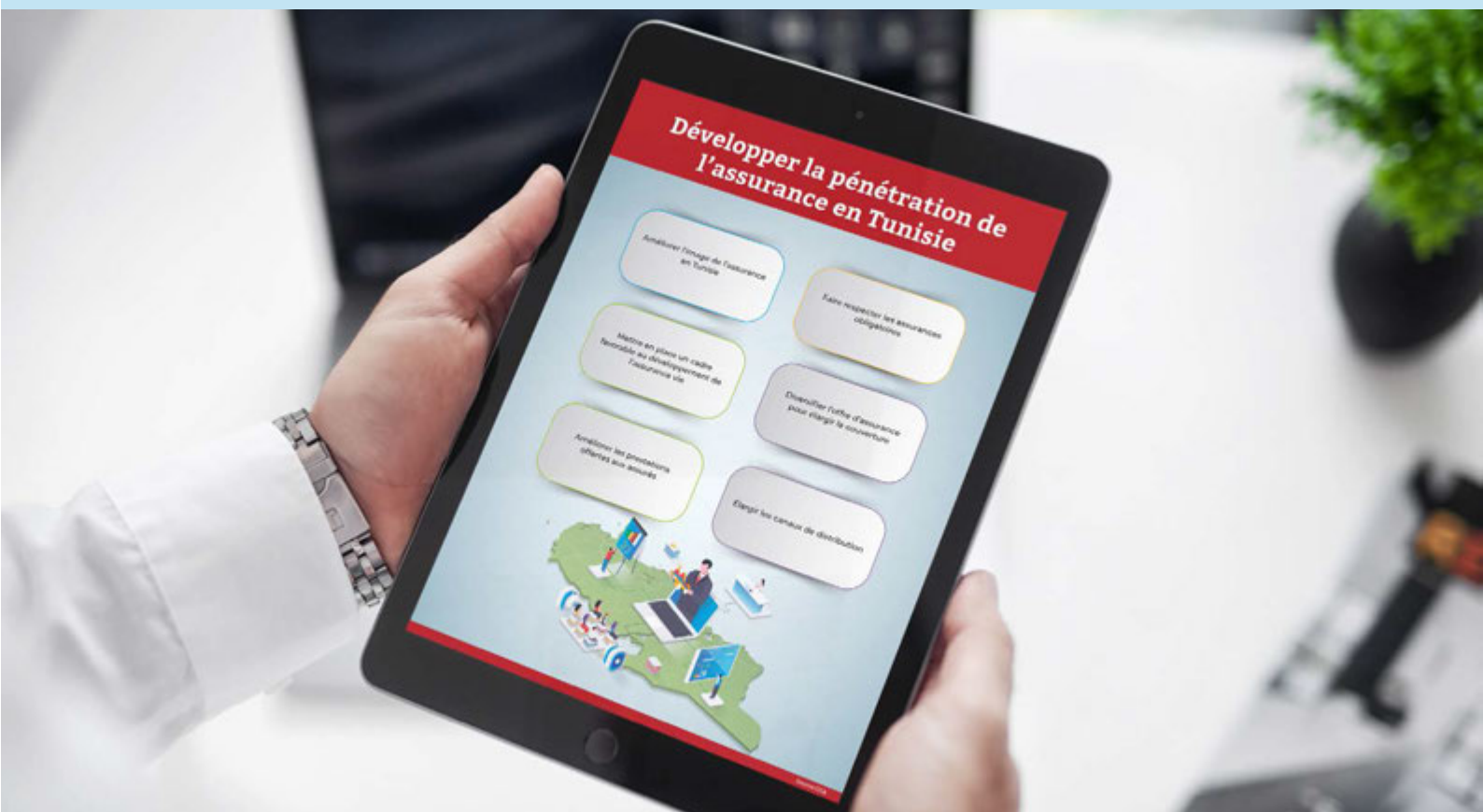
Désormais le Maghreb se décale et son centre de gravité et sa locomotive pourraient être la Tunisie. Et c'est là une réalité du terrain. A l'ouest, le Maroc a dribblé le Maghreb en se projetant dans les profondeurs africaines. A l'est, l'Égypte vit de manière introvertie. Par conséquent, le plan ATLAS devient un horizon imparable pour les trois pays.

Afif Chelbi, ancien ministre de l'Industrie, dit tout haut que la situation dans le Maghreb ne changera pas pour les dix années à venir. L'oracle de l'IACE peut-il se vérifier? A bien des égards, esquiver le plan ATLAS apparaît comme un acte de mauvaise volonté politique. Est-ce possible alors que la redevabilité commence à devenir, certes timidement, une composante de la vie politique dans nos pays?

## Il reste que...

D'un point de vue strictement rationnel, on peut s'enthousiasmer pour le plan ATLAS et on ne peut que louer l'initiative de l'IACE car la Tunisie en tirerait plein bénéfice. Il reste que d'un point de vue pragmatique, les choses ne se présentent pas comme on le souhaite car l'Algérie, peut encore vivre sur ses réserves et que, ATLAS n'est pas une priorité absolue. Pareil pour la Libye où le business de contrebande prime sur le reste. On comprend dès lors l'initiative de la Tunisie d'oeuvrer à une solution politique en Libye. En effet cela pourrait raviver l'intérêt de l'état libyen pour reprendre la main et à deux on pourrait entraîner l'Algérie dans cette opération de salut commune. Il faudra vraiment y aller au forceps.

*Ali Abdesslem  
(2 juillet 2015)*





À VOTRE SERVICE  
ET *plus* ENCORE



TUNISIE



[www.comar.tn](http://www.comar.tn)



## Un boulot, c'est tout ?

"Au métier qu'il connaît, que chacun se consacre" disait Cicéron. A force de chercher un métier, on devient un professionnel de la recherche et on oublie ce qu'on cherche. Au mieux, on finit par trouver un job. Au pire on accepte n'importe quoi. On finit donc par récolter une retraite anticipée suivie, si on est récidiviste, de chômage chronique.

Les chanceux sautent du lit pour attaquer une «grosse journée», «assumer», «gérer», «manager», comme disent les grincheux.

Les grincheux, comprenez les chanceux qui ont du boulot, eux par contre passent les semaines à se demander s'ils sont bien payés. Les week-ends ils se reposent à mourir de peur.

Tétanisés de voir leur fameux pécule mensuel leur passer sous le nez, le salaire est inlassablement «pas assez conséquent » argumentant qu'ils auraient « pu demander plus» et « négocier mieux » avec leur employeur, au vu de leur profil d'exception. Zyeutant régulièrement sur les opportunités chez la concurrence, ils cauchemardent depuis quelques

temps, parce que les chanceux s'intéressent de plus en plus près à leur rendement en baisse et les objectifs désormais impossible à atteindre.

*Rassurant !*

La valse donne le tournis autrement du côté des chômeurs, ou de ceux qu'on appelle avec élégance les chercheurs de la bonne opportunité. Aux traumatisés du chômage résonnent la marginalisation, la déprime, la démotivation, le bradage, et correspond chez les employeurs, « ne s'engagent pas suffisamment », « non concluants », instables, « problème d'intégrations dans l'entreprise », « Merci et au revoir », on « vous rappellera ».

S'agrippant à ce dossier, certains malins ont décidé d'en rire et d'en pleurer.

Un site d'offres d'emploi algérien a mis en scène une inversion des rôles entre le recruteur et le recruté. Une petite vengeance pour toutes les victimes du «Au suivant» et du «On vous téléphonera»...Une pure délectation, la vengeance serait un plat qui se mange froid !

Après avoir vainement cherché un emploi et s'être lassé des multiples réponses négatives, un blagueur de haute facture s'est lancé dans une démarche

singulière. Il a décidé de répondre à toutes les offres d'emplois... pour les refuser. Plus de 1000 candidatures, qui aboutissent à «lettres de non-motivation », un livre original, où expliquant pourquoi ces offres d'emplois ne l'intéressent pas, il détourne ce «jeu social dont personne n'est dupe » et dénonce «la mise en scène de l'infériorité du demandeur et de la toute puissance de l'entreprise».

Un livre décapant où l'on apprend beaucoup sur les codes qui régissent le recrutement. Un jeu social dont on ne connaît pas forcément les règles.

Selon Courrier international, la télévision s'y met aussi. Surfant sur les difficultés à trouver un emploi pour proposer des programmes où l'on gagne... un boulot.

Ce n'est pas une mauvaise blague, que j'ai inventé pour faire une chute tonitruante à ma chronique, l'émission existe et elle est déjà retransmise en Argentine. Le principe met en concurrence deux candidats qui seront départagés par le vote du public. Le dernier en lice décroche le job, le reste est remercié...

*Comme dans la vraie vie quoi !*



**AUDIENCE WMC PORTAL**  
(2019 - source Google Analytics)

+ de **7 Millions**  
Visiteurs Uniques

+ de **12 Millions**  
Visites

+ de **23 Millions**  
Pages Vues

**L'Offre de ciblage intégrée la plus puissante du web tunisien**

CSP+, Cadres, Dirigeants...  
associé à un ciblage large public  
(depuis 2000)

# RADIO DIASPORA TUNISIA

*the voices of  
the diaspora*



in partnership with







بنك تونس و الإمارات  
Banque de Tunisie et des Emirats

# Épargnez pour un avenir durable

Votre argent contribuera à financer  
des projets écoresponsables

ÉPARGNE  
GREEN SAVE





بنك تونس و الإمارات

Banque de Tunisie et des Emirats

# Avec les crédits Green

Profitez de taux préférentiels  
et de réductions avantageuses  
avec zéro autofinancement

CRÉDITS  
GREEN

green-énergie

isola-green

aqua-green

électro-green

green-car

